

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
(Premier semestre clos le 30 septembre 2012)

Sommaire

Rapport d'activité sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés, semestre clos le 30 septembre 2012	Page 3
Etats financiers consolidés intermédiaires résumés, semestre clos le 30 septembre 2012	Page 31
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	Page 70
Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel	Page 73

**Rapport d'activité sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés
Semestre clos le 30 septembre 2012**

RAPPORT D'ACTIVITE

SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES INTERMEDIAIRES SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2012

Le présent rapport d'activité du premier semestre 2012/13 doit être lu en liaison avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés du semestre clos le 30 septembre 2012 et le document de référence du Groupe pour l'exercice 2011/12 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mai 2012.

1. Faits marquants du premier semestre clos le 30 septembre 2012

1.1. Croissance à deux chiffres des commandes. Augmentation du chiffre d'affaires et du profit. Cash-flow libre positif.

Portées par la très bonne performance commerciale de Transport, les commandes reçues par Alstom au cours du premier semestre 2012/2013 ont atteint € 12 129 millions, en croissance de 19 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Thermal Power a enregistré € 4 765 millions de commandes, en hausse de 2 % par rapport au premier semestre 2011/12, notamment grâce à deux projets importants de centrales à gaz et à un niveau de contrats de service soutenu. Renewable Power a réalisé une bonne performance dans le domaine éolien, ce qui a en partie compensé l'absence de contrats hydroélectriques importants. A € 602 millions, le Secteur a vu son niveau de commandes diminuer de 41 % par rapport à la même période l'exercice précédent. Avec un total de € 2 180 millions (+ 18 %), Grid a remporté un niveau élevé de commandes, dont un contrat important en Inde pour une liaison haute tension courant continu (HVDC). Grâce à une série de succès en Europe de l'Ouest et en Amérique Latine, Transport a réalisé sa meilleure performance commerciale semestrielle depuis septembre 2008, avec € 4 582 millions de commandes reçues, en augmentation de 72 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Au 30 septembre 2012, Alstom disposait d'un solide carnet de commandes de € 52,0 milliards, soit l'équivalent de 31 mois de chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'est établi à € 9 748 millions, en croissance de 4 % par rapport au premier semestre 2011/12. L'activité a été soutenue par Transport (+13 %), Thermal Power (+5 %) et Grid (+1 %) alors que les ventes du Secteur Renewable Power se sont contractées de 17 % en raison d'un moindre chiffre d'affaires généré par les importants projets hydroélectriques en cours d'exécution en Amérique latine.

Soutenu par la progression des ventes, une bonne exécution des projets et un strict contrôle des coûts, le résultat opérationnel a augmenté de 12 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, pour s'établir à € 703 millions. La marge opérationnelle a progressé de 6,7 % à 7,2 % au premier semestre 2012/13.

Le résultat net (part du Groupe) a atteint € 403 millions au premier semestre 2012/13, en hausse de 11 % par rapport au résultat de € 363 millions réalisé au premier semestre 2011/12.

Le Groupe a généré un cash-flow libre de € 101 millions au cours du premier semestre 2012/13, à comparer à un cash-flow libre négatif de € (914) millions au premier semestre 2011/12.

Ce cash-flow libre, le paiement des dividendes pour € 236 millions et des acquisitions de petite taille pour un montant de € 189 millions ont été les principaux facteurs d'évolution de la dette nette du Groupe qui a atteint € (2 871) millions au 30 septembre 2012 contre € (2 492) millions au 31 mars 2012 et € (2 748) millions au 30 septembre 2011.

Au 30 septembre 2012, Alstom disposait de € 1 646 millions de trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que d'une ligne de crédit non utilisée de € 1,350 milliard.

1.2. Augmentation de capital et émission obligataire (événements postérieurs à la clôture)

Le 4 octobre 2012, la Société a réalisé une augmentation de capital de € 350 millions par placement privé auprès d'investisseurs institutionnels. Suite au succès de son augmentation de capital et compte-tenu des conditions de marché favorables, Alstom a lancé une nouvelle émission obligataire d'un montant de € 350 millions dans le cadre de son programme EMTN coté à Luxembourg. L'émission a suscité une forte demande. Cet emprunt vient à échéance en octobre 2017 et sert un coupon annuel de 2,25 %.

1.3. Soutenir le développement du Groupe

1.3.1. Recherche et Développement

Au cours du premier semestre 2012/13, la charge de recherche et développement du Groupe s'est élevée à € 351 millions.

En juillet 2012, renforçant sa présence en Russie, le Groupe a signé un accord avec la Fondation Skolkovo, située dans la « Silicon Valley » russe, afin d'établir un centre d'innovation où il prévoit d'implanter certaines activités de recherche et développement (R&D).

Thermal Power

Thermal Power a continué le développement de sa gamme de turbines à gaz, notamment à travers des améliorations de la performance et du système de combustion pour réduire les émissions et accroître la flexibilité. En parallèle, le Secteur a poursuivi ses importants efforts de R&D dans le domaine de la capture et du stockage du CO₂ (CSC). Après une étude de faisabilité

concluante, la phase de démonstration de la technologie CSC a été lancée en mai 2012 sur la centrale pilote de Mongstad (Norvège).

Renewable Power

Renewable Power a poursuivi le développement de son réseau de centres de recherche (Global Technology Centres) avec notamment un site au Brésil dédié à l'amélioration des turbines Kaplan. Dans le domaine de l'éolien, le Secteur a investi des montants importants pour le développement de l'éolienne offshore Haliade, dont le premier exemplaire est, comme programmé, en phase de test sur terre.

Grid

Alstom Grid a concentré ses efforts de R&D sur les technologies de super-réseaux (Super Grid) et de réseaux intelligents (Smart Grid) :

- Sur le segment des produits conventionnels, les projets R&D ont porté sur le « Redesign-to-cost » des transformateurs et des postes isolés à l'air ou au gaz, et sur l'extension de l'offre de produits avec notamment de nouvelles capacités de coupure pour des courants pouvant atteindre 800 kV.
- Pour répondre aux demandes du marché des super-réseaux, Grid a développé des solutions de convertisseurs de source de tension. En Chine, le Secteur collabore avec un acteur majeur de l'industrie électrique dans le domaine des transformateurs à courant continu pour développer des produits pouvant supporter jusqu'à 1 100 kV.
- Dans le domaine des réseaux intelligents, les efforts se sont concentrés sur le développement d'offres complètes de postes électriques numériques (capteurs, dispositifs électroniques intelligents, logiciels, protection...) et de solutions destinées aux salles de commandes, avec le lancement de la plateforme logicielle E-Terra 3.0. Grid va par ailleurs continuer à élargir sa gamme de produits, avec le lancement du système de contrôle numérique DS Agile.
- Les enjeux environnementaux ont également été pris en considération, avec notamment le développement de disjoncteurs utilisant la technologie à vide sans SF6 et de transformateurs de mesure isolés à l'air sec.

Transport

En juillet 2012, Alstom Transport a commencé, en République Tchèque et en France, les essais dynamiques de son train régional CORADIA™ Polyvalent. Les essais de certification et de validation se dérouleront jusqu'au début de l'année 2013. Ce train régional, dont la première livraison est attendue pour mars 2013, pourra circuler sur plusieurs réseaux européens grâce à ses différentes versions d'électrification et à sa grande modularité.

1.3.2. Investissements

Au cours du premier semestre 2012/2013, Alstom a réalisé € 186 millions d'investissements, hors coûts de développement capitalisés, afin de renforcer sa présence sur les marchés en forte croissance et de moderniser son outil de production.

En Russie, dans le cadre de la joint-venture établie en 2011 pour la fabrication d'équipements hydroélectriques, Renewable Power et RusHydro ont lancé le projet de la construction d'une usine à Ufa pour 2013. En Pologne, Thermal Power a mis en service un nouvel atelier de soudure dans son usine de fabrication de turbines à vapeur d'Elbag tandis que Transport a poursuivi l'extension de son usine de caisses de carrosserie de Katowice.

En Inde, Grid a investi afin de développer ses capacités de production en matière de haute tension à courant continu (HVDC). Plus généralement, le Secteur cherche à optimiser son outil industriel sur les segments des transformateurs de puissance HVDC et des disjoncteurs ultra haute tension (UHV). Enfin, la nouvelle usine de Transport située à Sri City a commencé sa production de voitures pour le métro de Chennai, avec une capacité de 10 voitures par mois.

Afin de renforcer sa présence au Moyen-Orient, Thermal Power a investi dans l'implantation d'un atelier dédié à son activité de services en Arabie Saoudite. Le projet débutera par la construction d'une usine de dernière génération à Rabigh où seront effectués la rénovation des composants de turbines à gaz ainsi que le contrôle et la réparation d'autres équipements destinés aux centrales électriques.

En France, suite à l'attribution au consortium mené par EDF Energies Nouvelles de trois grands projets éoliens offshore pour lesquels Alstom fournira 240 éoliennes, Renewable Power a annoncé la construction de quatre usines à Saint-Nazaire (nacelles et alternateurs) et Cherbourg (pales et mâts) ainsi que l'établissement d'un centre d'ingénierie et de recherche et développement. Cet investissement doit répondre aux besoins des marchés éoliens offshore en France et en Europe. Par ailleurs, Transport a poursuivi la modernisation du site de Reichshoffen, lancée l'année dernière, pour la production de trains régionaux CORADIA™.

En Italie, Grid a annoncé la construction d'une nouvelle usine dédiée à la fabrication d'isolateurs pour le réseau électrique à Sesto San Giovanni, près de Milan. Ce site constituera le centre de compétence mondial de Grid pour la recherche, le développement et la production d'isolateurs HVDC et UHV.

Au Canada, Transport a débuté en mai 2012 les travaux de construction de sa nouvelle usine de Sorel-Tracy, dédiée à l'assemblage et à l'intégration des bogies de wagons du métro de Montréal.

1.3.3. Acquisitions et Partenariats

Pendant le premier semestre de l'exercice 2012/2013, Alstom a poursuivi sa politique de partenariats et d'acquisitions ciblées.

Thermal Power

Reflet de la volonté de croissance du Groupe en Asie, Thermal Power a annoncé en mai 2012 la signature d'un accord de joint-venture avec Vietnam Electricity, visant à établir un atelier dédié à la remise en état des composants de turbines à gaz. En juillet 2012, le Secteur a reçu un contrat de Waigaoqiao No. 3 Power Generation Co. Ltd. pour développer en Chine une optimisation du cycle vapeur à double resurchauffe qui constitue une nouvelle étape vers la chaudière ultra-supercritique à 700°C.

Renewable Power

En juin 2012, Renewable Power a annoncé la signature d'un accord pour créer une société commune avec Druk Green Power Corporation pour établir, au Bhoutan, un centre dédié aux activités de services hydroélectriques. Pour compléter son offre de produits et de technologies dans le domaine des énergies marines, le Secteur a signé en septembre 2012 avec Rolls-Royce un accord portant sur l'acquisition de sa filiale Tidal Generation Limited (TGL). TGL est à l'avant-garde de la conception, du développement et de la fabrication d'hydroliennes, turbines qui transforment l'énergie des marées en électricité. Enfin, en octobre 2012, Alstom a investi USD 40 millions dans la société américaine BrightSource Energy Inc. pour renforcer son partenariat avec cette entreprise à la pointe des technologies solaires thermiques. Depuis son investissement initial en 2010, Alstom a progressivement augmenté sa participation et détient désormais plus de 20 % de la société.

Grid

Pour offrir des solutions de gestion des réseaux, Grid a acquis en avril 2012 EvolutionSCADA, fournisseur de technologies de contrôle des oléoducs et des gazoducs. En août, pendant le CIGRE¹, le Secteur a annoncé la signature d'un accord commercial et technologique avec Cisco afin de développer conjointement la nouvelle génération de solutions pour les postes électriques numériques. En septembre 2012, Grid a signé avec Toshiba Corporation une lettre d'intention pour développer leur collaboration sur les systèmes capables d'intégrer à grande échelle les énergies renouvelables dans les réseaux électriques.

Transport

Alstom a finalisé en mai 2012 le rachat de la participation de Deutsche Bahn dans la société qu'ils détenaient conjointement «Alstom Lokomotiven Service GmbH » (Allemagne). Le Groupe va s'appuyer sur le succès de cette joint-venture pour développer des locomotives de manœuvre plus

¹ Conseil International des Grands Réseaux Electriques

respectueuses de l'environnement. Afin d'améliorer la maintenance des locomotives Prima, fabriquées par Transport et exploitées par Europorte, filiale de fret ferroviaire du Groupe Eurotunnel, Transport a signé en mai 2012 un accord de partenariat avec Europorte. Cet accord prévoit aussi le développement de la nouvelle génération de locomotives fret d'Alstom (Prima II). Enfin, en septembre 2012, Alstom et le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) ont finalisé l'acquisition de Translohr, activité du groupe Lohr spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de tramways sur pneus. Cette acquisition permet d'assurer la pérennité de la technologie et des perspectives commerciales de Translohr, tout en maintenant son activité en Alsace et en assurant l'exécution des projets en cours.

1.4. Responsabilité sociale du Groupe

1.4.1. Environnement, Santé et Sécurité

Au cours du premier semestre 2012/13, Alstom a poursuivi ses efforts pour garantir la sécurité de ses employés et sous-traitants en déployant le programme « Alstom Zero Deviation Plan » au sein du Groupe. Ce programme se focalise sur les activités à haut risque pour renforcer la protection des employés et des sous-traitants face aux risques auxquels ils peuvent être exposés dans un atelier, une usine, un centre d'essai ou un chantier d'Alstom.

2. Données chiffrées consolidées

2.1. Principaux indicateurs financiers consolidés

En millions d'€	1er semestre	1er semestre	% Variation	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	sept. 12 / sept. 11	base réelle organique
Carnet de commandes	52 015	47 382	10%	8%
Commandes reçues	12 129	10 183	19%	16%
Chiffre d'affaires	9 748	9 389	4%	1%
Résultat opérationnel	703	627	12%	
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>7,2%</i>	<i>6,7%</i>		
Résultat d'exploitation	591	517	14%	
Résultat net part du Groupe	403	363	11%	
Cash Flow libre	101	(914)		
Capita ux employés	7 579	6 978		
Trésorerie nette	(2 871)	(2 748)		
Effectifs	92 847	92 701		

2.2. Principales données géographiques

Total Groupe		1er semestre 30 septembre 2012						
Données base réelle, en millions d'€		Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Amérique du Nord	Amérique du Sud et Centrale	Asie/Pacifique	Moyen-Orient/Afrique	Total
Commandes reçues		5 078	530	1 304	1 134	2 315	1 768	12 129
<i>% contrib</i>		<i>42%</i>	<i>4%</i>	<i>11%</i>	<i>9%</i>	<i>19%</i>	<i>15%</i>	<i>100%</i>
Chiffre d'affaires		3 492	864	1 183	707	2 027	1 475	9 748
<i>% contrib</i>		<i>36%</i>	<i>9%</i>	<i>12%</i>	<i>7%</i>	<i>21%</i>	<i>15%</i>	<i>100%</i>
Effectifs		46 062	7 756	10 486	5 801	19 722	3 020	92 847
<i>% contrib</i>		<i>50%</i>	<i>9%</i>	<i>11%</i>	<i>6%</i>	<i>21%</i>	<i>3%</i>	<i>100%</i>

Total Groupe		1er semestre 30 septembre 2011						
Données base réelle, en millions d'€		Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Amérique du Nord	Amérique du Sud et Centrale	Asie/Pacifique	Moyen-Orient/Afrique	Total
Commandes reçues		2 127	2 259	1 065	690	2 802	1 240	10 183
<i>% contrib</i>		<i>21%</i>	<i>22%</i>	<i>10%</i>	<i>7%</i>	<i>28%</i>	<i>12%</i>	<i>100%</i>
Chiffre d'affaires		3 430	684	1 178	903	1 919	1 275	9 389
<i>% contrib</i>		<i>37%</i>	<i>7%</i>	<i>12%</i>	<i>10%</i>	<i>20%</i>	<i>14%</i>	<i>100%</i>
Effectifs		46 648	7 235	10 072	5 471	20 312	2 963	92 701
<i>% contrib</i>		<i>50%</i>	<i>8%</i>	<i>11%</i>	<i>6%</i>	<i>22%</i>	<i>3%</i>	<i>100%</i>

3. Prévisions à trois ans

Le Groupe confirme son objectif d'une croissance du chiffre d'affaires de plus de 5 % par an au cours de cet exercice et des deux suivants, et d'une amélioration progressive de la marge opérationnelle qui devrait se situer autour de 8 % en mars 2015. Alstom confirme également que le cash flow libre devrait être positif sur chacun des trois exercices.

Ces perspectives sont des « données prospectives » et sont donc sujettes à des incertitudes. Le succès de la stratégie du Groupe et de son plan d'action, son chiffre d'affaires, sa marge opérationnelle et sa situation financière pourraient être fort différents des buts et objectifs exprimés ci-dessus, si l'un des risques décrits dans la section Facteurs de Risques du Document de Référence pour l'exercice 2011/12, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 mai 2012 ainsi que dans les annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2012 ou tout autre risque non identifié venait à se concrétiser.

4. Analyse sectorielle

4.1. Thermal Power

Le Secteur Thermal Power regroupe les activités de construction de centrales, de production d'équipements, de réhabilitation, d'automatisation et de contrôle ainsi que de service pour les centrales à gaz, à vapeur ou nucléaires.

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Thermal Power :

Thermal Power Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	sept. 12 / sept. 11	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	19 427	18 339	6%	4%
Commandes reçues	4 765	4 650	2%	(2%)
Chiffre d'affaires	4 258	4 047	5%	2%
Résultat opérationnel	451	372	21%	16%
Marge opérationnelle	10,6%	9,2%		
Résultat d'exploitation	444	371	20%	
Capitaux employés	2 074	2 494	(17%)	

4.1.1. Commandes reçues

Les commandes reçues par Thermal Power pendant le premier semestre 2012/13 se sont établies à € 4 765 millions, en hausse de 2 % par rapport au premier semestre 2011/12. La demande pour de nouvelles centrales thermiques est restée faible dans les économies matures où les capacités de production demeurent excédentaires. Dans les pays émergents, la demande en nouveaux équipements a été alimentée par la croissance soutenue du PIB même si la baisse des importations des pays industrialisés a commencé à avoir une incidence sur leurs perspectives économiques. Au Moyen-Orient et en Russie, le cours du pétrole est resté un moteur important d'investissement. Les pays émergents ont représenté 53 % des prises de commandes de Thermal Power.

Au cours du semestre, la branche Vapeur de Thermal Power a remporté des contrats pour la fourniture de turbines à vapeur en Inde et en Egypte, de chaudières en Inde et en Chine ainsi que d'équipements de contrôle de qualité de l'air à Taïwan et aux Etats-Unis d'Amérique. Dans la branche Gaz, deux contrats pour des centrales à gaz clé en main et leur contrat de maintenance associé ont été signés en Israël et au Royaume-Uni, de même qu'un contrat pour le cycle vapeur d'une centrale à gaz en Arabie Saoudite. Au total, cinq turbines à gaz ont été vendues ce semestre (quatre GT26TM et une GT13TME2). Dans l'activité Nucléaire, Thermal Power en consortium avec la société BHEL, a été choisi pour la fourniture de deux groupes turbo-alternateurs d'une centrale nucléaire en Inde. La branche « Solution d'automatisation et de contrôle-commande » a enregistré un contrat pour la rénovation des systèmes de contrôle de centrales nucléaires en France. Enfin, outre les contrats d'opération et de maintenance précités, l'activité commerciale de Thermal Services est restée très soutenue.

Thermal Power	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	%		%		sept. 12 / sept. 11	
	30 septembre 2012	contrib	30 septembre 2011	contrib	Réel	Org.
Données en base réelle, en millions d'€						
Europe de l'Ouest	1 171	25%	727	15%	61%	58%
Europe de l'Est	352	7%	875	19%	(60%)	(60%)
Amérique du Nord	947	20%	611	13%	55%	39%
Amérique du Sud et Centrale	35	1%	101	3%	(65%)	(66%)
Asie/Pacifique	1 066	22%	1 590	34%	(33%)	(36%)
Moyen-Orient/Afrique	1 194	25%	746	16%	60%	55%
Commandes reçues par destination	4 765	100%	4 650	100%	2%	(2%)

Thermal Power a enregistré € 1 171 millions de commandes en Europe de l'Ouest avec en particulier la construction d'une centrale à gaz clé en main et le contrat de service long terme associé au Royaume-Uni, l'exploitation et la maintenance d'une centrale à gaz en Irlande et la rénovation du système de contrôle de centrales nucléaires en France. La région a représenté 25 % des commandes du Secteur.

Avec € 352 millions, l'Europe de l'Est a représenté 7 % des commandes du Secteur, qui a notamment remporté un contrat de service long terme pour une centrale à gaz en Russie, un projet pour un système de contrôle de la qualité de l'air en Roumanie et un contrat pour la modernisation d'une centrale à charbon en Pologne. Les commandes s'inscrivent en baisse de 60 % par rapport au premier semestre 2011/12 au cours duquel le Groupe avait enregistré un contrat important en Estonie pour la construction d'une centrale électrique à schistes bitumineux.

En Amérique du Nord, les commandes ont progressé significativement pour atteindre € 947 millions. Elles incluent notamment trois contrats importants pour des équipements de contrôle de qualité de l'air aux Etats-Unis d'Amérique, et un projet de réhabilitation d'une chaudière au Canada.

En Asie/Pacifique, les prises de commandes se sont élevées à € 1 066 millions, en baisse de 33 % par rapport au premier semestre 2011/12 qui comprenait une centrale à charbon en Malaisie et une centrale à cycle combiné clé en main à Singapour. Durant le premier semestre 2012/13, Thermal Power a enregistré la commande de deux îlots-turbines pour des centrales à charbon en partenariat avec BFL, la fourniture de composants et de services pour deux chaudières supercritiques de 660 MW et des groupes turbo-alternateurs d'une centrale nucléaire en consortium avec BHEL en Inde. Le Secteur a aussi reçu des commandes de systèmes de contrôle de qualité de l'air à Taiwan et d'une turbine à gaz et quatre chaudières supercritiques à charbon pulvérisé en Chine.

Dans la région Moyen-Orient/Afrique, le Groupe a enregistré un projet pour une centrale à cycle combiné à gaz ainsi que le contrat de service long terme associé en Israël, le cycle vapeur (deux turbines à vapeur et huit générateurs de vapeur à récupération de chaleur) d'une centrale à gaz en Arabie Saoudite, ainsi qu'une turbine à vapeur en Egypte. Avec € 1 194 millions de commandes reçues pendant le premier semestre 2012/13, la région Moyen-Orient/Afrique a

concentré 25 % des commandes de Thermal Power, devenant la première région commerciale du Secteur.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2012/13, les principales commandes du Secteur Thermal Power ont été les suivantes :

Pays	Description
Arabie saoudite	Cycle vapeur d'une centrale à gaz comprenant 2 turbines à vapeur et 8 générateurs de vapeur à récupération de chaleur
Canada	Réhabilitation d'une chaudière
Etats-Unis d'Amérique	Système de contrôle de la qualité de l'air
Inde	Groupes turbo-alternateurs pour les deux nouvelles unités, d'une capacité de 700 MW, d'une centrale nucléaire
Inde	Deux îlots turbines pour centrales à charbon supercritiques de 660 MW
Irlande	Contrat de service long terme pour une centrale à gaz
Israël	Centrale à cycle combiné clé en main équipée de deux turbines à gaz GT26 et le contrat de service long terme associé
Royaume-Uni	Centrale à cycle combiné clé en main équipée de deux turbines à gaz GT26 et le contrat de service long terme associé
Russie	Contrat de service long terme pour une centrale à gaz
Taiwan	Système de désulfuration des fumées par eau de mer et d'élimination de particules à couche filtrante pour une centrale à charbon de 5 x 370 MW

4.1.2. Chiffre d'affaires

Thermal Power a enregistré € 4 258 millions de chiffre d'affaires, en croissance brute de 5 % comparé au premier semestre 2011/12.

Thermal Power	1er semestre		%		1er semestre		%		% Variation	
	30 septembre 2012	contrib	30 septembre 2011	contrib	sept. 12 / sept. 11 Réel	sept. 12 / sept. 11 Org.				
Données base réelle, en millions d'€										
Europe de l'Ouest	1 117	26%	1 232	31%	(9%)	(11%)				
Europe de l'Est	499	12%	371	9%	35%	35%				
Amérique du Nord	648	15%	676	17%	(4%)	(14%)				
Amérique du Sud et Centrale	95	2%	127	3%	(25%)	(24%)				
Asie/Pacifique	1 067	25%	898	22%	19%	13%				
Moyen-Orient/Afrique	832	20%	743	18%	12%	12%				
Chiffre d'affaires par destination	4 258	100%	4 047	100%	5%	2%				

Conséquence de l'importance croissante des pays émergents dans l'activité commerciale depuis la crise financière, la part de l'Europe de l'Ouest dans le chiffre d'affaires de Thermal Power est passée de 31 % au premier semestre 2011/12 à 26 % au premier semestre 2012/13, pour s'établir à € 1 117 millions. Les principaux contrats en cours d'exécution ont concerné la construction

d'une centrale à charbon aux Pays-Bas, d'une centrale nucléaire en France ainsi que d'une centrale à gaz au Royaume-Uni.

Le chiffre d'affaires de Thermal Power en Europe de l'Est a augmenté de 35 % à 499 millions contre € 371 millions au premier semestre 2011/12, grâce à la progression des contrats pour une centrale à charbon en Slovénie, une centrale à schistes bitumineux en Estonie et une centrale à cycle combiné en Russie.

En Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a diminué de 4 % pour atteindre € 648 millions au premier semestre 2012/13. L'activité de service a généré la majeure partie des revenus.

La zone Asie/Pacifique a représenté 25 % du chiffre d'affaires de Thermal Power au premier semestre 2012/13 avec € 1 067 millions contre € 898 millions au premier semestre 2011/12. Cette hausse résulte de l'exécution d'importants contrats signés l'année dernière en Malaisie et à Singapour.

Le chiffre d'affaires de la région Moyen-Orient/Afrique a augmenté de 12 % pour atteindre € 832 millions comparé à € 743 millions l'année dernière par l'avancement de contrats significatifs de centrales à charbon en Afrique du Sud et de centrale à gaz au Koweït. La zone a représenté 20 % du chiffre d'affaires total de Thermal Power.

4.1.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

La progression du chiffre d'affaires et l'amélioration de l'exécution des projets ont permis au résultat opérationnel de Thermal Power d'atteindre € 451 millions au premier semestre 2012/13, en croissance de 21 % par rapport au premier semestre 2011/12. La marge opérationnelle s'est appréciée de 9,2 % à 10,6 % au premier semestre 2012/13.

4.2. Renewable Power

Le Secteur Renewable Power regroupe les activités Hydro, Energie Eolienne et Nouvelles Energies.

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Renewable Power :

Renewable Power Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	sept. 12 / sept. 11	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	3 946	4 143	(5%)	(5%)
Commandes reçues	602	1 015	(41%)	(40%)
Chiffre d'affaires	856	1 037	(17%)	(19%)
Résultat opérationnel	49	76	(36%)	(33%)
Marge opérationnelle	5,7%	7,3%		
Résultat d'exploitation	24	76	(68%)	
Capitaux employés	1 125	1 062	6%	

4.2.1. Commandes reçues

Les préoccupations environnementales et le cadre réglementaire ont continué à soutenir l'intérêt pour les solutions de production d'électricité non émettrices de CO₂. Néanmoins, dans les économies matures, les perspectives économiques moroses et les incertitudes concernant les mesures d'incitation dans certains pays ont ralenti la demande en nouveaux équipements. Dans ce contexte, les commandes reçues par Renewable Power se sont contractées de 41 % au premier semestre 2012/13 par rapport à la même période de l'exercice précédent pour atteindre € 602 millions. L'activité Energie Eolienne a remporté un niveau record de commandes avec notamment deux contrats importants au Brésil tandis que du fait d'un marché des grands projets hydroélectriques atone, l'activité Hydro n'a remporté que des contrats de taille réduite.

Renewable Power	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	% contrib	30 septembre 2011	% contrib	sept. 12 / sept. 11 Réel	Org.
Données en base réelle, en millions d'€						
Europe de l'Ouest	62	10%	158	15%	(61%)	(61%)
Europe de l'Est	22	4%	70	7%	(69%)	(69%)
Amérique du Nord	48	8%	49	5%	(2%)	(9%)
Amérique du Sud et Centrale	440	73%	412	41%	7%	10%
Asie/Pacifique	27	4%	210	21%	(87%)	(87%)
Moyen-Orient/Afrique	3	1%	116	11%	(97%)	(97%)
Commandes reçues par destination	602	100%	1 015	100%	(41%)	(40%)

Les commandes reçues en Europe de l'Ouest ont baissé de 61 % à € 62 millions (10 % du total) et incluent le premier contrat d'Alstom en Finlande pour la fourniture d'éoliennes. Au premier semestre 2011/12, le Secteur avait enregistré une importante commande pour une centrale hydroélectrique au Portugal.

Renewable Power a enregistré € 22 millions de commandes en Europe de l'Est.

Les commandes reçues en Amérique du Nord au cours du semestre sont restées stables à € 48 millions, soit 8 % des commandes de Renewable Power. Le Secteur a enregistré des contrats de petite taille pour du service et de la rénovation d'alternateurs hydroélectriques.

L'Amérique du Sud et Centrale a représenté 73 % des commandes enregistrées par Renewable Power au cours du premier semestre 2012/13 avec € 440 millions, comparé à € 412 millions pour le premier semestre 2011/12. Le Secteur a remporté deux contrats importants pour la fourniture d'éoliennes ECO 122 au Brésil.

Avec € 27 millions, l'Asie/Pacifique a représenté 4 % des commandes reçues par Renewable Power, qui fournira, installera et mettra en services des éoliennes au Japon.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2011/12, les principales commandes du Secteur Renewable Power ont été les suivantes :

Pays	Description
Brésil	Fourniture, installation et mise en service d'éoliennes ECO 122 et contrat de maintenance associé pour deux champs éoliens
Brésil	Fourniture, exploitation et maintenance d'éoliennes ECO 122

4.2.2. Chiffre d'affaires

Les prises de commandes modestes et l'absence de revenus significatifs sur de grands projets hydroélectriques en Amérique latine ont entraîné une baisse de 17 % du chiffre d'affaires de Renewable Power qui s'est établi à € 856 millions au premier semestre 2012/13 contre € 1 037 millions sur la même période de l'exercice précédent.

Renewable Power	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	% contrib	30 septembre 2011	% contrib	sept. 12 / sept. 11 Réel	Org.
Données base réelle, en millions d'€						
Europe de l'Ouest	127	15%	233	22%	(45%)	(48%)
Europe de l'Est	47	6%	39	4%	21%	20%
Amérique du Nord	129	15%	134	13%	(4%)	(11%)
Amérique du Sud et Centrale	241	28%	433	42%	(44%)	(41%)
Asie/Pacifique	200	23%	141	14%	42%	30%
Moyen-Orient/Afrique	112	13%	57	5%	96%	93%
Chiffre d'affaires par destination	856	100%	1 037	100%	(17%)	(19%)

En Europe de l'Ouest, le chiffre d'affaires est passé de € 233 millions à € 127 millions au premier semestre 2012/13. Les revenus du semestre 2011/12 provenaient notamment d'un contrat pour un champ éolien au Royaume-Uni qui est en phase d'achèvement.

Le chiffre d'affaires en Europe de l'Est a atteint € 47 millions notamment grâce à l'exécution de commandes reçues l'année dernière en Russie.

L'Amérique du Nord a représenté 15 % du chiffre d'affaires du Secteur avec € 129 millions enregistrés au premier semestre 2012/13 contre € 134 millions au premier semestre 2011/12. Des contrats hydroélectriques de petite et moyenne taille ont été exécutés.

En raison de retards sur certains projets et de l'achèvement de deux importants contrats hydroélectriques brésiliens remportés en 2008/09, le chiffre d'affaires en Amérique du Sud et Centrale a baissé de 44 % pour s'établir à € 241 millions au premier semestre 2012/13.

L'exécution de contrats hydroélectriques en Chine et en Inde a permis au chiffre d'affaires en Asie/Pacifique d'atteindre € 200 millions, en progression de 42 % par rapport au premier semestre 2011/12.

L'exécution d'un contrat pour un champ éolien au Maroc, gagné l'année dernière, a permis à la région Moyen-Orient/Afrique de doubler son chiffre d'affaires par rapport au premier semestre 2011/12, à € 112 millions et de représenter 13 % du chiffre d'affaires total du Secteur.

4.2.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Conséquence directe de la baisse du chiffre d'affaires, le résultat opérationnel de Renewable Power a diminué de 36 % par rapport au premier semestre 2011/12 pour atteindre € 49 millions au premier semestre 2012/13. La marge opérationnelle s'est établie à 5,7 %.

4.3. Grid

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Grid:

Grid Données en base réelle en millions d'€	1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	sept. 12 / sept. 11	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	5 358	4 995	7%	6%
Commandes reçues	2 180	1 853	18%	16%
Chiffre d'affaires	1 863	1 844	1%	(0%)
Résultat opérationnel	113	107	6%	4%
Marge opérationnelle	6,1%	5,8%		
Résultat d'exploitation	48	36	33%	
Capitaux employés	2 202	2 139	3%	

4.3.1. Commandes reçues

Au cours du premier semestre 2012/13, Grid a bénéficié de conditions de marché favorables, caractérisées par le dynamisme des segments HVDC et Smart Grid et par la solide performance de l'activité de services. Le marché de la transmission (courant alternatif à haute tension) est resté globalement stable et s'est développé en Asie/Pacifique et en Amérique Latine. En parallèle, les segments Smart Grid et Super Grid ont continué à croître à un rythme soutenu. Malgré des volumes importants, la forte concurrence a maintenu les prix sous pression.

Au cours du premier semestre 2012/13, les commandes reçues par Grid se sont établies à € 2 180 millions, en forte augmentation par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Le Secteur a notamment enregistré un contrat important en HVDC en Inde et plusieurs commandes de taille moyenne au Moyen-Orient et en Inde.

Grid	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	% contrib	30 septembre 2011	% contrib	sept. 12 / sept. 11 Réel	Org.
Données en base réelle, en millions d'€						
Europe de l'Ouest	298	14%	316	17%	(6%)	(8%)
Europe de l'Est	125	6%	178	10%	(30%)	(30%)
Amérique du Nord	148	7%	253	14%	(42%)	(46%)
Amérique du Sud et Centrale	141	6%	166	8%	(15%)	(11%)
Asie/Pacifique	1 004	46%	605	33%	66%	66%
Moyen-Orient/Afrique	464	21%	335	18%	39%	38%
Commandes reçues par destination	2 180	100%	1 853	100%	18%	16%

En Europe de l'Ouest, les commandes ont atteint € 298 millions, soit 14 % des commandes du Secteur, en baisse de 6 % par rapport au niveau du premier semestre 2011/12 qui comptait des sous-stations offshore et des transformateurs de puissance en Allemagne.

Les commandes en provenance d'Europe de l'Est ont atteint € 125 millions (6 % du volume total), grâce notamment à la fourniture d'équipements.

Le Secteur a enregistré € 148 millions de nouvelles commandes en Amérique du Nord, soit une baisse significative par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Celui-ci avait été marqué par des contrats majeurs pour des solutions de gestion des réseaux aux Etats-Unis d'Amérique, pour des transformateurs de puissance au Canada et pour des postes numériques clé en main au Mexique. Du fait de la concurrence asiatique, les prix ont été sous pression dans la région.

L'Amérique du Sud et Centrale, avec € 141 millions de commandes reçues au cours du semestre, a représenté 6 % du total des prises de commandes de Grid. La performance du Secteur dans la région a souffert de l'absence de larges commandes et du manque de dynamisme du marché des transformateurs et des disjoncteurs. Des appels d'offres pour de grands projets clé en main vont être lancés durant le second semestre 2012/13 et devraient présenter de nombreuses opportunités pour le Secteur.

La région Asie/Pacifique a réalisé une bonne performance avec € 1 004 millions de nouvelles commandes, soit 46 % du volume total enregistré par le Secteur. Avec l'attribution du projet HVDC de Champa-Kurukshetra, l'Inde a été particulièrement dynamique. Ce projet vise à répondre aux besoins de transfert d'électricité en masse grâce à une ligne de transport 800kV de 1 365 km de long. Outre cette commande, le Secteur a remporté plusieurs projets de taille moyenne en Inde. Plusieurs contrats clé en main ont par ailleurs été signés en Asie Orientale, notamment à Taïwan, Macao et Singapour.

Au Moyen-Orient/Afrique, Grid a enregistré € 464 millions de commandes (21 % du volume total). Les investissements continus en infrastructures ont soutenu le marché avec le lancement d'importants contrats clé en main, comme celui pour un poste de 400 kV remporté par le Secteur

aux Emirats Arabes Unis. Plusieurs contrats clés en main de grande et moyenne taille ont également été attribués à Grid en Arabie Saoudite.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2012/13, les principales commandes du Secteur Grid ont été les suivantes :

Pays	Description
Algérie	Poste 400 kV clé en main
Arabie Saoudite	Poste 400 kV clé en main pour une nouvelle centrale électrique
Brésil	Poste 500 kV clé en main
Emirats Arabes Unis	Poste 400 kV clé en main
Inde	Ensemble de produits pour des postes isolés au gaz
Inde	Installation d'un système de gestion des réseaux
Inde	Postes de conversion pour la liaison ultra haute tension en courant continu Champa - Kurukshetra
Inde	Poste ultra haute tension 765 kV clé en main
Irak	5 postes clé en main de 132 kV isolés à l'air et au gaz
Libye	16 postes clé en main de 66 kV isolés à l'air et au gaz
Macao	Contrat clé en main pour un nouveau métro
Qatar	10 postes isolés à l'air
Taiwan	Poste 400 kV clé en main pour une nouvelle centrale électrique

4.3.2. Chiffre d'affaires

Grid a réalisé € 1 863 millions de chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2012/13, un montant stable par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. La répartition géographique du chiffre d'affaires reste globalement similaire à celle du premier semestre 2011/12.

Grid	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	% contrib	30 septembre 2011	% contrib	sept. 12 / sept. 11 Réel	Org.
Données base réelle, en millions d'€						
Europe de l'Ouest	340	18%	314	17%	8%	6%
Europe de l'Est	199	11%	216	12%	(8%)	(8%)
Amérique du Nord	241	13%	203	11%	19%	8%
Amérique du Sud et Centrale	189	10%	221	12%	(14%)	(13%)
Asie/Pacifique	535	29%	562	30%	(5%)	(5%)
Moyen-Orient/Afrique	359	19%	328	18%	9%	9%
Chiffre d'affaires par destination	1 863	100%	1 844	100%	1%	(0%)

En Europe de l'Ouest, le chiffre d'affaires a atteint € 340 millions (18% du chiffre d'affaires total), soutenu par des contrats clé en main au Royaume-Uni, par la fourniture de pièces détachées aux entreprises de services publics françaises et britanniques et par la construction de postes offshore pour la production d'électricité éolienne en Allemagne.

En Europe de l'Est, le chiffre d'affaires a diminué à € 199 millions (11% du total), impacté par la baisse des ventes de produits.

Atteignant € 241 millions, le chiffre d'affaires en Amérique du Nord est resté important grâce à l'exécution de contrats clé en main au Canada et à la livraison de disjoncteurs et de solutions de gestion des réseaux aux Etats-Unis d'Amérique.

Le chiffre d'affaires en Amérique Centrale et du Sud a atteint € 189 millions (10 % du chiffre d'affaires total), en baisse de 14 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, principalement du fait du phasage du projet HVDC de Rio Madeira. Ce contrat devrait générer un fort niveau d'activité au second semestre.

En Asie/Pacifique, le chiffre d'affaires a baissé de 5 % par rapport au premier semestre 2011/12 pour atteindre € 535 millions (29 % du chiffre d'affaires total). Cette évolution s'explique par les difficultés rencontrées sur certains contrats en Inde (disponibilités des terrains, problèmes de financement des clients, retards des travaux de génie civil...) en partie compensées par les progrès réalisés sur des projets en Australie et dans les pays d'Asie de l'Est.

Au Moyen-Orient/Afrique, l'exécution du carnet de commandes a été soutenue, notamment sur des contrats clé en main en Irak. Le chiffre d'affaires a augmenté de 9% par rapport au premier semestre de l'exercice précédent pour atteindre € 359 millions (19 % du chiffre d'affaires total de Grid).

4.3.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Grâce à la bonne exécution des projets et au strict contrôle des coûts, le résultat opérationnel de Grid est passé de € 107 millions au premier semestre 2011/12 à € 113 millions et la marge opérationnelle de 5,8 % à 6,1 %.

4.4. Transport

Le tableau suivant présente les principaux indicateurs financiers et opérationnels du Secteur Transport.

Transport Données en base réelle en millions d'€	1 ^{er} semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	sept. 12 / sept. 11	
			Réel	Organique
Carnet de commandes	23 284	19 905	17%	15%
Commandes reçues	4 582	2 665	72%	69%
Chiffre d'affaires	2 771	2 461	13%	10%
Résultat opérationnel	147	123	20%	14%
Marge opérationnelle	5,3%	5,0%		
Résultat d'exploitation	147	92	60%	
Capitaux employés	1 610	1 196	35%	

4.4.1. Commandes reçues

Au cours du premier semestre 2012/13, les commandes reçues par Transport se sont élevées à € 4 582 millions, en croissance brute de 72 % par rapport au premier semestre 2011/12. De nombreux succès commerciaux ont été remportés en Europe de l'Ouest, avec notamment des métros et des trains de banlieue en France, des trains régionaux en Allemagne et en Suède, des trains à grande vitesse PENDOLINO™ en Suisse et de la maintenance de trains à très grande vitesse AGV™ en Italie. Dans les pays émergents, Transport a également remporté des contrats pour la fourniture de rames de métro au Pérou et au Venezuela.

Transport	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	% contrib	30 septembre 2011	% contrib	sept. 12 / sept. 11	
	Données en base réelle, en millions d'€				Réel	Org.
Europe de l'Ouest	3 547	77%	926	35%	283%	281%
Europe de l'Est	31	1%	1 136	42%	(97%)	(97%)
Amérique du Nord	161	4%	152	6%	6%	(3%)
Amérique du Sud et Centrale	518	11%	11	0%	4609%	4905%
Asie/Pacifique	218	5%	397	15%	(45%)	(49%)
Moyen-Orient/Afrique	107	2%	43	2%	149%	137%
Commandes reçues par destination	4 582	100%	2 665	100%	72%	69%

En Europe de l'Ouest, le Secteur a remporté € 3 547 millions de commandes au cours du premier semestre 2012/13, plus de trois fois le montant réalisé au cours de la même période de l'exercice précédent. En France, Transport a enregistré des contrats pour la fourniture de 70 trains à deux niveaux pour le réseau Francilien, de 14 rames de métros automatiques sur pneus pour le métro de Paris et d'un système intégré, comprenant un système de pilotage automatique et 27 rames de métro sur pneus, pour le métro de Lille. Le Secteur a également signé des contrats pour 101 trains régionaux CORADIA™ en Allemagne, 46 CORADIA™ Nordic en Suède et 8 trains à grande vitesse PENDOLINO™ en Suisse. Enfin, les autres commandes majeures reçues par Transport ont porté sur une extension à un contrat de service en Italie, l'extension d'un contrat de maintenance en Espagne et la fourniture d'un système de signalisation pour le réseau de métro d'Amsterdam aux Pays-Bas.

En Europe de l'Est, Transport a remporté € 31 millions de commandes de taille petite et moyenne au cours du premier semestre 2012/13 après d'importantes commandes durant les deux dernières années.

Par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, les commandes reçues par Transport en Amérique du Nord ont augmenté de 6 % pour atteindre € 161 millions au cours du premier semestre 2012/13. Aux Etats-Unis d'Amérique, le Secteur a notamment signé un contrat avec la Massachusetts Bay Transportation Authority pour la révision de 86 véhicules légers sur rail.

Avec € 518 millions au premier semestre 2012/13, soit 11 % du total des commandes reçues, l'Amérique du Sud et Centrale est devenue la deuxième région commerciale de Transport. Le Secteur a notamment remporté des contrats pour la fourniture de 19 rames METROPOLIS™ pour

le réseau de métro de Lima au Pérou, et de 22 rames pour la ligne 2 du métro de Los Teques au Venezuela.

Les commandes reçues par Transport en Asie/Pacifique se sont élevées à € 218 millions, contre € 397 millions sur la même période de l'exercice précédent. Le Secteur a signé plusieurs contrats de petite et moyenne taille, notamment pour l'extension de la ligne de métro Est-Ouest à Singapour.

Au Moyen-Orient/Afrique, les commandes reçues par Transport ont atteint € 107 millions pendant le premier semestre 2012/13, en hausse de 149 % par rapport au premier semestre 2011/12. Le Secteur a notamment signé des contrats pour la maintenance de tramways à Casablanca (Maroc) et pour l'extension du tramway CITADIS™ à Constantine en Algérie.

Les principales commandes du Secteur Transport au cours du premier semestre 2012/13 ont été les suivantes :

Pays	Description
Allemagne	101 trains régionaux Diesel CORADIA™ Lint
Allemagne	28 trains régionaux CORADIA™ Continental pour le réseau Rhin-Ruhr
Espagne	Contrat de maintenance
France	70 trains duplex pour le RER A du réseau d'Ile-de-France
France	Modernisation de la ligne de métro automatique de Lille
France	14 métros automatiques sur pneus pour le métro de Paris
Italie	Extension à un contrat de service pour des trains à très grande vitesse AGV™
Pays-Bas	Système de signalisation pour le réseau de métro d'Amsterdam
Pérou	19 rames de métro METROPOLIS™ pour le réseau de Lima
Suède	46 trains régionaux CORADIA™ Nordic pour la région du grand Stockholm
Suisse	8 trains à grande vitesse PENDOLINO™ pour les lignes Milan-Genève et Milan-Zürich
Venezuela	22 rames de métro pour la ligne 2 du métro de Los Teques

4.4.2. Chiffre d'affaires

Grâce au rebond des prises de commandes sur les dix-huit derniers mois, Transport a réalisé un chiffre d'affaires de € 2 771 millions au cours du premier semestre 2012/13, en hausse de 13 % par rapport au premier semestre 2011/12.

Transport	1er semestre		1er semestre		% Variation	
	30 septembre 2012	contrib	30 septembre 2011	contrib	sept. 12 / sept. 11	
					Réel	Org.
Données base réelle, en millions d'€						
Europe de l'Ouest	1 908	69%	1 651	67%	16%	14%
Europe de l'Est	119	4%	58	2%	105%	110%
Amérique du Nord	165	6%	165	7%	0%	(7%)
Amérique du Sud et Centrale	182	7%	122	5%	49%	56%
Asie/Pacifique	225	8%	318	13%	(29%)	(34%)
Moyen-Orient/Afrique	172	6%	147	6%	17%	15%
Chiffre d'affaires par destination	2 771	100%	2 461	100%	13%	10%

Au cours du premier semestre 2012/13, le chiffre d'affaires de Transport en Europe de l'Ouest s'est établi à € 1 908 millions, en hausse de 16 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Des contrats pour des trains à très grande vitesse ont été exécutés en France et en Italie, ainsi que pour des trains régionaux PENDOLINO™ et leur maintenance au Royaume-Uni. Par ailleurs, des trains régionaux et de banlieue, ainsi que des métros et des tramways ont été livrés en France. L'Europe de l'Ouest a représenté 69 % du chiffre d'affaires de Transport.

En Europe de l'Est, Transport a réalisé un chiffre d'affaires de € 119 millions durant les six premiers mois de l'exercice 2012/13, comparé à € 58 millions réalisés pendant la même période de l'exercice précédent. Les principaux contrats exécutés comprenaient la fourniture de trains à grande vitesse PENDOLINO™ en Pologne et de locomotives électriques EP20 pour trains de voyageurs en Russie.

Le chiffre d'affaires de Transport en Amérique du Nord est resté stable à € 165 millions, avec notamment la livraison de rames de métro pour le réseau de Montréal (Canada) et de systèmes électromécaniques et de signalisation pour la ligne 12 du métro de Mexico (Mexique).

Transport a enregistré € 182 millions de chiffre d'affaires en Amérique du Sud et Centrale au cours du premier semestre 2012/13, en hausse de 49 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Des contrats pour des trains de banlieue et des métros sont en cours de réalisation au Brésil, en République Dominicaine, au Pérou et au Venezuela.

Le chiffre d'affaires de Transport dans la région Asie/Pacifique s'est élevé à € 225 millions au cours du premier semestre 2012/13. Cette baisse de 29 % par rapport au premier semestre 2011/12 résulte principalement de la diminution des revenus générés par la livraison de trains régionaux en Australie, ce contrat arrivant à terme.

Le chiffre d'affaires au Moyen-Orient/Afrique s'est élevé à € 172 millions, en hausse de 17% par rapport au premier semestre 2011/12. Des tramways ont été livrés au Maroc et en Algérie.

4.4.3. Résultat opérationnel et marge opérationnelle

Grâce à la reprise des ventes, le résultat opérationnel de Transport a augmenté de 20 % pour s'établir à € 147 millions au cours du premier semestre de l'exercice 2012/13. La marge opérationnelle est passée de 5,0 % au premier semestre 2011/12 à 5,3 % au premier semestre 2012/13. Le résultat opérationnel continue de subir l'impact de la livraison de nouveaux produits moins profitables au début de leur production que les produits matures.

4.5. Corporate et autres

« Corporate et autres » comprend toutes les unités supportant les coûts de siège ainsi que l'activité International Network.

Le tableau ci-dessous présente les principales informations financières concernant « Corporate et autres » :

Corporate et autres	1^{er} semestre	1^{er} semestre
en millions d'€	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Résultat opérationnel	(57)	(51)
Résultat d'exploitation	(72)	(58)
Capitaux employés	568	87

5. Revue opérationnelle et financière

5.1. Cash flow libre

Le cash flow libre se définit comme la variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation, moins les dépenses d'investissement (incluant les coûts de développement capitalisés), nettes des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles. Le cash flow libre n'inclut pas le produit des cessions d'activité.

L'indicateur financier le plus directement comparable en normes IFRS au cash flow libre est la variation nette de trésorerie liée à l'exploitation.

Un rapprochement entre ces deux indicateurs est présenté ci-dessous :

Total Groupe	1^{er} semestre	1^{er} semestre
en millions d'€	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	376	(595)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (incluant les coûts de développement capitalisés)	(290)	(328)
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	15	9
Cash flow libre	101	(914)

Alstom utilise le cash flow libre aussi bien à des fins d'analyses internes que pour sa communication externe car le Groupe estime qu'il apporte un éclairage pertinent sur le montant réel de trésorerie générée ou utilisée par l'exploitation.

5.2. Trésorerie nette

La trésorerie nette est définie comme la somme de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants, et des actifs financiers non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière, diminuée de la dette financière courante et non courante.

Total Groupe	Au 30 septembre	Au 31 mars
en millions d'€	2012	2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 646	2 091
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	14	13
Actifs financiers non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière	428	426
<i>moins:</i>		
Dettes financières courantes	1 378	682
Dettes financières non-courantes	3 581	4 340
Trésorerie/(dette) nette	(2 871)	(2 492)

5.3. Liquidités

Le tableau suivant présente le détail d'indicateurs issus du tableau des flux de trésorerie consolidés :

Total Groupe	1^{er} semestre	
en millions d'€	30 septembre 2012	31 Mars 2012
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation - hors variation du besoin en fonds de roulement	732	1,184
Variation du besoin en fonds de roulement	(356)	(968)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation	376	216
Variation nette de la trésorerie liée aux investissements	(402)	(912)
Variation nette de la trésorerie liée au financement	(416)	87
Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(442)	(609)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	2 091	2 701
Incidence des variations de taux de conversion	(2)	-
Autres variations	(1)	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	1 646	2 091

5.4. Capitaux employés

Les capitaux employés sont définis comme étant la somme des écarts d'acquisition, des actifs incorporels, des immobilisations corporelles, des autres actifs non courants (à l'exclusion des excédents d'actifs de couverture et des actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière), des actifs courants (à l'exclusion des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et de la trésorerie et équivalents de trésorerie), diminuée des provisions non courantes et des passifs courants autres que dettes financières courantes.

Les capitaux employés par Secteur et pour l'ensemble du Groupe sont présentés en note 4 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés du 30 septembre 2012.

Les capitaux employés sont utilisés aussi bien à des fins d'analyses internes que pour la communication externe dans la mesure où ils apportent un éclairage sur le montant des ressources financières utilisées par un Secteur ou par le Groupe, et sur la profitabilité d'un Secteur ou du Groupe par rapport aux ressources utilisées.

A la fin du premier semestre de l'exercice 2012/13, les capitaux employés ont atteint € 7 579 millions, contre € 7 035 millions à fin mars 2012, en raison notamment de la variation du besoin en fonds de roulement et des titres des sociétés mises en équivalence.

Total Groupe	Au 30 septembre	Au 31 mars
en millions d'€	2012	2012
Actifs non courants	13 135	12 804
moins impôts différés	(1 597)	(1 472)
moins actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière	(428)	(426)
moins actifs de couverture des engagements de retraite	(8)	(12)
Capitaux employés - actifs non courants (A)	11 102	10 894
Actifs courants	18 158	18 243
moins trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 646)	(2 091)
moins valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants	(14)	(13)
Capitaux employés - actifs courants (B)	16 498	16 139
Passifs courants	20 617	19 876
moins dettes financières courantes	(1 378)	(682)
plus provisions non courantes	782	804
Capitaux employés - passifs (C)	20 021	19 998
Capitaux employés (A)+(B)-(C)	7 579	7 035

6. Données organiques

Les chiffres présentés dans cette section incluent des indicateurs de performance présentés à structure réelle et sur une base organique. Les chiffres sont présentés sur une base organique afin d'éliminer l'incidence des modifications de périmètre et de la conversion en euros des comptes libellés en devises étrangères.

Le Groupe utilise les chiffres présentés sur une base organique à la fois à des fins d'analyses internes et pour sa communication externe car il estime qu'ils permettent d'analyser et d'expliquer les variations d'une période à une autre. Cependant, ces chiffres présentés sur une base organique ne sont pas des indicateurs de performance selon les normes IFRS.

Pour calculer les chiffres sur une base organique, les chiffres présentés sur une base réelle sont ajustés comme suit :

- retraitement des chiffres réels de 2011/12 avec les taux de change utilisés dans les comptes consolidés pour le premier semestre de l'exercice 2012/13, pour le carnet de commandes, les commandes reçues, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel ;
- ajustements liés aux modifications de périmètres, sur ces mêmes indicateurs, à la fois pour le premier semestre de l'exercice 2011/12 (retraitement des cessions d'activités) et pour le premier semestre de l'exercice 2012/13 (retraitement des acquisitions d'activités).

Le tableau qui suit présente l'estimation de l'incidence des variations de taux de change et des variations de périmètre pour tous les indicateurs publiés dans ce document, aussi bien sur une base réelle que sur une base organique.

en millions d'€	1 ^{er} semestre - 30 septembre 2011				1 ^{er} semestre - 30 septembre 2012				
	Données réelles	Effet change	Effet périmètre	Données organiques	Données réelles	Effet périmètre	Données organiques	% Var Act. sept 12 / sept 11	% Var Org. sept 12 / sept 11
Thermal Power	18 339	365	-	18 704	19 427	-	19 427	6%	4%
Renewable Power	4 143	25	-	4 168	3 946	-	3 946	(5%)	(5%)
Grid	4 995	79	(12)	5 062	5 358	-	5 358	7%	6%
Transport	19 905	430	-	20 335	23 284	-	23 284	17%	15%
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Carnet de commandes	47 382	899	(12)	48 269	52 015	-	52 015	10%	8%
Thermal Power	4 650	193	-	4 843	4 765	-	4 765	2%	(2%)
Renewable Power	1 015	(10)	-	1 005	602	-	602	(41%)	(40%)
Grid	1 853	38	(12)	1 879	2 180	-	2 180	18%	16%
Transport	2 665	40	-	2 705	4 582	-	4 582	72%	69%
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commandes reçues	10 183	261	(12)	10 432	12 129	-	12 129	19%	16%
Thermal Power	4 047	147	-	4 194	4 258	-	4 258	5%	2%
Renewable Power	1 037	14	-	1 051	856	-	856	(17%)	(19%)
Grid	1 844	41	(13)	1 872	1 863	-	1 863	1%	(0%)
Transport	2 461	50	-	2 511	2 771	-	2 771	13%	10%
Corporate & Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chiffre d'affaires	9 389	252	(13)	9 628	9 748	-	9 748	4%	1%
Thermal Power	372	18	-	390	451	-	451	21%	16%
Renewable Power	76	(3)	-	73	49	-	49	(36%)	(33%)
Grid	107	-	2	109	113	-	113	6%	4%
Transport	123	6	-	129	147	-	147	20%	14%
Corporate & Autres	(51)	(1)	-	(52)	(57)	-	(57)	12%	10%
Résultat opérationnel	627	20	2	649	703	-	703	12%	8%
Thermal Power	9,2%			9,3%	10,6%		10,6%		
Renewable Power	7,3%			6,9%	5,7%		5,7%		
Grid	5,8%			5,8%	6,1%		6,1%		
Transport	5,0%			5,1%	5,3%		5,3%		
Corporate & Autres									
Marge opérationnelle	6,7%			6,7%	7,2%		7,2%		
Chiffre d'affaires	9 389	252	(13)	9 628	9 748	-	9 748	4%	1%
Coût des ventes	(7 614)	(205)	12	(7 807)	(7 835)	-	(7 835)	3%	0%
Frais de R&D	(306)	(6)	-	(312)	(351)	-	(351)	15%	13%
Frais commerciaux	(438)	(11)	1	(448)	(471)	-	(471)	8%	5%
Frais généraux et administratifs	(404)	(10)	2	(412)	(388)	-	(388)	(4%)	(5%)
Résultat opérationnel	627	20	2	649	703	-	703	12%	8%

7. Autres informations

7.1. Risques

Les risques juridiques sont présentés dans la Note 24 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2012. Les risques financiers (risque de change, risque de crédit, risque de taux d'intérêt et risque de liquidité) et leur gestion sont présentés dans la Note 22 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2012 et dans la Note 25 aux comptes consolidés au 31 mars 2012 et les autres facteurs de risques sont présentés dans le Document de référence 2011/12 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 25 mai 2012, aucune évolution significative n'étant à mentionner au titre du premier semestre de l'exercice 2012/13.

7.2. Informations sur la société mère

ALSTOM, la société-mère du Groupe, n'a pas d'activité industrielle ou commerciale et par conséquent, ses revenus sont composés essentiellement de commissions et redevances facturées à ses filiales pour l'emploi du nom Alstom, de dividendes et d'autres recettes financières.

Le résultat net du premier semestre de l'exercice 2012/13 s'élève à € 48 millions, contre € 77 millions pour la même période de l'exercice précédent.

7.3. Parties liées

Au cours du premier semestre 2012/13, aucune nouvelle transaction significative avec des parties liées n'a été conclue. Les Parties liées sont présentées dans la Note 25 aux états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2012.

**Etats financiers consolidés intermédiaires résumés
Semestre clos le 30 septembre 2012**

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

(en millions d'€)	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 septembre 2012	30 septembre 2011	31 mars 2012
CHIFFRE D'AFFAIRES	(4)	9 748	9 389	19 934
Coût des ventes		(7 835)	(7 614)	(16 144)
Frais de recherche et développement	(5)	(351)	(306)	(682)
Frais commerciaux		(471)	(438)	(900)
Frais administratifs		(388)	(404)	(802)
RESULTAT OPERATIONNEL	(4)	703	627	1 406
Autres produits	(6)	4	5	3
Autres charges	(6)	(116)	(115)	(337)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(4)	591	517	1 072
Produits financiers	(7)	20	32	55
Charges financières	(7)	(133)	(106)	(232)
RESULTAT AVANT IMPOT		478	443	895
Impôt sur les bénéfices	(8)	(94)	(90)	(179)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence	(12)	29	15	28
RESULTAT NET		413	368	744
Attribuable :				
- aux propriétaires de la société mère		403	363	732
- aux participations ne donnant pas le contrôle		10	5	12
Résultat net par action (en €)	(9)			
- Résultat de base		1,37	1,23	2,49
- Résultat dilué		1,35	1,22	2,46

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	31 mars 2012
Résultat net de la période	413	368	744
Gains (pertes) actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	(190)	(293)	(317)
Impôt sur les éléments non recyclables	20	59	31
Eléments non recyclables en résultat	(170)	(234)	(286)
Gains (pertes) sur actifs financiers disponibles à la vente	(22)	-	(13)
Gains (pertes) sur instruments financiers de couverture	8	(18)	(29)
Ecart de conversion	10	24	60
Impôt sur les éléments recyclables	(1)	2	4
Eléments recyclables en résultat	(5)	8	22
Autres éléments du résultat global	(175)	(226)	(264)
Résultat global consolidé	238	142	480
Attribuable :			
- aux propriétaires de la société mère	229	138	473
- aux participations ne donnant pas le contrôle	9	4	7

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

(en millions d'€)	Note	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	(10)	5 522	5 483
Immobilisations incorporelles	(10)	1 918	1 921
Immobilisations corporelles	(11)	2 942	2 852
Participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participations	(12)	606	531
Autres actifs non courants	(13)	550	545
Impôts différés		1 597	1 472
Total des actifs non courants		13 135	12 804
Stocks et en-cours	(14)	3 339	3 138
Contrats de construction en cours, actif	(15)	4 077	3 752
Clients et comptes rattachés		5 326	5 692
Autres actifs opérationnels courants	(16)	3 756	3 557
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers courants		14	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 646	2 091
Total des actifs courants		18 158	18 243
Total de l'actif		31 293	31 047

(en millions d'€)	Note	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres - attribuables aux propriétaires de la société mère	(18)	4 343	4 327
Capitaux propres - attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		106	107
Total capitaux propres		4 449	4 434
Provisions non courantes	(19)	782	804
Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	(20)	1 611	1 417
Emprunts non courants	(21)	3 108	3 863
Dettes non courantes sur contrats de location-financement	(21)	473	477
Impôts différés		253	176
Total des passifs non courants		6 227	6 737
Provisions courantes	(19)	1 280	1 414
Emprunts courants	(21)	1 334	634
Dettes courantes sur contrats de location-financement	(21)	44	48
Contrats de construction en cours, passif	(15)	9 603	9 508
Fournisseurs et comptes rattachés		4 209	4 080
Autres passifs opérationnels courants	(23)	4 147	4 192
Total des passifs courants		20 617	19 876
Total des capitaux propres et du passif		31 293	31 047

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en millions d'€)	Note	Semestre clos le		Exercice clos le
		30 septembre 2012	30 septembre 2011	31 mars 2012
Résultat net		413	368	744
Dotation aux amortissements, dépréciations et charge relative aux paiements fondés sur des actions		375	322	621
Ajustement des flux relatifs aux engagements de retraite et avantages assimilés		(19)	(38)	(61)
Plus / moins-values sur cessions d'actifs		(6)	(9)	1
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (nette des dividendes reçus)		(25)	(15)	(27)
Charge d'impôt différé inscrite au compte de résultat		(6)	(20)	(94)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation hors variation du besoin en fonds de roulement		732	608	1 184
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'exploitation	(17)	(356)	(1 203)	(968)
Variation nette de la trésorerie liée à l'exploitation		376	(595)	216
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		15	9	24
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (coûts de R&D capitalisés inclus)	(4)	(290)	(328)	(813)
Augmentation/(diminution) des autres actifs non courants		19	7	15
Acquisition d'activités après déduction de la trésorerie acquise		(146)	(46)	(65)
Cession d'activités après déduction de la trésorerie nette cédée		-	(15)	(73)
Variation nette de la trésorerie liée aux investissements		(402)	(373)	(912)
Augmentation/(réduction) de capital y compris celles souscrites par les participations ne donnant pas le contrôle		15	2	(1)
Dividendes versés y compris versements aux participations ne donnant pas le contrôle		(245)	(206)	(206)
Emissions d'emprunts obligataires	(21)	-	-	560
Variation nette des emprunts courants et non courants		(161)	(88)	13
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement		(26)	(19)	(42)
Variation nette des valeurs mobilières de placement et autres actifs et passifs financiers courants		1	(101)	(237)
Variation nette de la trésorerie liée au financement		(416)	(412)	87
(Diminution)/Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(442)	(1 380)	(609)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période		2 091	2 701	2 701
Incidence des variations de taux de conversion		(2)	(32)	-
Autres variations		(1)	3	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période		1 646	1 292	2 091
<i>Impôts payés</i>		<i>(121)</i>	<i>(159)</i>	<i>(264)</i>
<i>Net des intérêts reçus et payés</i>		<i>(54)</i>	<i>(46)</i>	<i>(170)</i>

(en millions d'€)	Semestre clos le		Exercice clos le
	30 septembre 2012	30 septembre 2011	31 mars 2012
Analyse de la variation de la trésorerie nette/(endettement net) (*)			
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(442)	(1 380)	(609)
Variation nette des valeurs mobilières de placement et des autres actifs et passifs financiers courants	(1)	101	237
Variation nette des obligations	-	-	(560)
Variation nette des emprunts courants et non courants	161	88	(13)
Variation nette des dettes sur contrats de location-financement	26	19	42
Dettes nettes des entités acquises à leur date d'acquisition et autres	(123)	(290)	(303)
<i>Diminution/(Augmentation) de l'endettement net</i>	<i>(379)</i>	<i>(1 462)</i>	<i>(1 206)</i>
Trésorerie nette/(Endettement net) en début de période	(2 492)	(1 286)	(1 286)
Trésorerie nette/(Endettement net) en fin de période	(2 871)	(2 748)	(2 492)

(*) La trésorerie nette/(endettement net) se définit comme la somme de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des valeurs mobilières de placement, des autres actifs financiers courants et des autres actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière (voir Note 13), déduction faite de la dette financière (voir Note 21).

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'€,
à l'exception du nombre
d'actions)

	Nombre d'actions en circulation	Capital	Primes d'émission	Réserves	Autres éléments du résultat global	Capitaux propres - attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres- attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Au 31 mars 2011	294 419 304	2 061	624	2 699	(1 324)	4 060	92	4 152
Variation des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(225)	(225)	(1)	(226)
Résultat net de la période	-	-	-	363	-	363	5	368
Total du résultat global	-	-	-	363	(225)	138	4	142
Variation de périmètre et autres	-	-	-	(7)	-	(7)	-	(7)
Dividendes distribués	-	-	-	(183)	-	(183)	(12)	(195)
Augmentation de capital dans le cadre des plans de motivation et de fidélisation sur le long terme	215 009	1	1	-	-	2	-	2
Paiements fondés sur des actions acquittés en instruments de capitaux propres	-	-	-	8	-	8	-	8
Au 30 septembre 2011	294 634 313	2 062	625	2 880	(1 549)	4 018	84	4 102
Au 31 mars 2012	294 533 680	2 062	622	3 226	(1 583)	4 327	107	4 434
Variation des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(174)	(174)	(1)	(175)
Résultat net de la période	-	-	-	403	-	403	10	413
Total du résultat global	-	-	-	403	(174)	229	9	238
Variation de périmètre et autres	3	-	-	13	-	13	1	14
Dividendes distribués	-	-	-	(236)	-	(236)	(11)	(247)
Augmentation de capital dans le cadre des plans de motivation et de fidélisation sur le long terme	314 278	2	1	-	-	3	-	3
Paiements fondés sur des actions acquittés en instruments de capitaux propres	-	-	-	7	-	7	-	7
Au 30 septembre 2012	294 847 961	2 064	623	3 413	(1 757)	4 343	106	4 449

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1.	Présentation du Groupe	37
Note 2.	Principes comptables	38
Note 3.	Périmètre de consolidation.....	41
Note 4.	Informations sectorielles	42
Note 5.	Frais de recherche et développement	45
Note 6.	Autres produits et autres charges	46
Note 7.	Résultat financier.....	47
Note 8.	Impôt sur les bénéfices	47
Note 9.	Résultat par action.....	48
Note 10.	Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	49
Note 11.	Immobilisations corporelles.....	51
Note 12.	Participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation.....	52
Note 13.	Autres actifs non courants.....	54
Note 14.	Stocks et en-cours	54
Note 15.	Contrats de construction en cours	55
Note 16.	Autres actifs opérationnels courants.....	55
Note 17.	Besoin en fonds de roulement	56
Note 18.	Capitaux propres.....	57
Note 19.	Provisions.....	57
Note 20.	Engagements de retraite et avantages assimilés.....	58
Note 21.	Dettes financières	60
Note 22.	Instruments financiers et gestion des risques financiers.....	61
Note 23.	Autres passifs opérationnels courants.....	63
Note 24.	Passifs éventuels et contentieux.....	63
Note 25.	Parties liées	68
Note 26.	Événements postérieurs à la clôture	69

Note 1. Présentation du Groupe

Alstom (« le Groupe ») opère sur le marché de la production et de la transmission de l'énergie au travers des Secteurs Thermal Power, Renewable Power et Grid ainsi que sur le marché du transport ferroviaire au travers du Secteur Transport. Le Groupe conçoit, fournit et entretient pour ses clients une gamme complète de produits et systèmes de technologie avancée et possède des compétences uniques en intégration de systèmes, ainsi qu'en maintenance et service après-vente couvrant la durée de vie de ces produits et systèmes.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées en quatre Secteurs :

-Thermal Power

Le Secteur Thermal Power offre une gamme complète pour la production d'énergie à partir du gaz ou du charbon. La gamme de solutions s'étend de l'installation de centrales électriques intégrées à la fourniture de tous types de turbines, d'alternateurs, de chaudières et de systèmes de contrôle des émissions. Il propose également un ensemble de services couvrant notamment la modernisation, la maintenance et l'assistance à l'exploitation des centrales. Le Secteur fournit en outre des îlots conventionnels pour centrales nucléaires.

-Renewable Power

Le Secteur Renewable Power propose des solutions clé en main, des turbines et alternateurs, des équipements de contrôle-commande et des services de maintenance dans les Secteurs hydroélectrique et éolien. S'y ajoutent les offres concernant la géothermie et le thermo-solaire.

-Grid

Le Secteur Grid conçoit et fabrique des équipements et des solutions clé en main pour piloter les réseaux électriques et transporter l'électricité depuis la centrale jusqu'à l'utilisateur, qu'il s'agisse d'une société publique de distribution, d'un industriel ou d'une usine de production.

-Transport

Le Secteur Transport fournit des équipements, des systèmes et des services ferroviaires pour les transports urbains, régionaux et grandes lignes, ainsi que pour le transport de fret.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en euros et ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 6 novembre 2012.

Note 2. Principes comptables

2.1. Base d'établissement des comptes consolidés intermédiaires résumés

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés d'Alstom ont été établis conformément au référentiel IFRS (normes et interprétations) publié par l'International Accounting Standards Board (IASB), adopté dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 1er avril 2012.

Le référentiel intégral des normes adoptées dans l'Union européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés d'Alstom pour le semestre clos le 30 septembre 2012 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34, Information financière intermédiaire. Cette norme prévoit que, s'agissant de comptes intermédiaires résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels. Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent donc être lus en relation avec les comptes annuels du Groupe de l'exercice clos au 31 mars 2012.

Les principes comptables et les méthodes d'évaluation utilisés pour la préparation de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des états financiers consolidés au 31 mars 2012, à l'exception des dispositions spécifiques d'IAS 34 relatives à l'évaluation des charges semestrielles d'impôt et des avantages postérieurs à l'emploi.

2.1.1. Changements de méthodes dus aux normes et interprétations nouvelles, révisées ou amendées d'application obligatoire pour toute période intermédiaire ou annuelle commencée le 1er avril 2012

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du Groupe ne sont pas affectés significativement par l'entrée en vigueur des normes et interprétations nouvelles, révisées et amendées d'application obligatoire le 1er avril 2012 dans l'Union Européenne :

- Amendement à IFRS 7 : informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers

2.1.2. Nouvelles normes et interprétations non encore d'application obligatoire

Le Groupe a opté pour une application anticipée de l'amendement d'IAS 1, Présentation des éléments du résultat global consolidé, adopté dans l'Union européenne et d'application obligatoire le 1er avril 2013. Cet amendement demande de distinguer dans les autres éléments du résultat global, les éléments qui seront recyclés en compte de résultat de ceux qui ne le seront pas. Cet amendement n'a pas d'impact significatif sur la présentation de l'état du résultat global consolidé publié par le Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de l'amendement d'IAS 19, Avantages au personnel, adopté dans l'Union européenne et d'application obligatoire le 1er avril 2013.

Cet amendement supprime la possibilité d'appliquer la méthode du corridor. Ceci se traduira par la comptabilisation immédiate de l'ensemble des écarts actuariels et des coûts des services passés au passif du bilan. La variation des écarts actuariels sera systématiquement enregistrée en « autres éléments du résultat global », et le coût des services passés sera intégralement comptabilisé en résultat de la période. Cet amendement fixe également le calcul du rendement attendu des actifs financiers selon le taux d'actualisation utilisé pour valoriser les engagements de retraite et non selon le taux de rendement des actifs attendu sur le marché.

Le Groupe n'applique pas la méthode du corridor et comptabilise déjà l'intégralité des pertes et gains actuariels en autres éléments du résultat global. La détermination des rendements attendus des actifs sur la base du taux d'actualisation utilisé pour valoriser les engagements de retraites rattachés se traduira par une augmentation des charges financières nettes, mais l'impact net sur les états financiers consolidés devrait être non significatif.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des textes suivants déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés dans l'Union européenne :

- Instruments financiers : classement et évaluation des actifs financiers (IFRS 9);
- Etats financiers consolidés (IFRS 10);
- Accords conjoints (IFRS 11);
- Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités (IFRS 12);
- Participations dans les sociétés associées et des co-entreprises (IAS 28 révisée);
- Evaluation à la juste valeur (IFRS 13);
- Informations à fournir sur les instruments financiers (amendements à IFRS 7).

Le Groupe poursuit son analyse pour identifier les impacts attendus de la première application de ces nouvelles normes, en particulier IFRS 10, États financiers consolidés et IFRS 11, Accords conjoints.

- **IFRS 10 États financiers consolidés**

Cette norme définit le contrôle comme étant exercé lorsque l'investisseur est exposé, ou a le droit de l'être, à des rendements variables et qu'il a la capacité d'exercer son pouvoir afin d'influer sur ces rendements. L'impact de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés ne devrait pas être significatif.

- **IFRS 11 Accords conjoints**

Cette nouvelle norme prévoit essentiellement deux traitements comptables distincts :

- les partenariats qualifiés d'opérations conjointes seront comptabilisés à hauteur des quotes-parts d'actifs, de passifs, de produits et de charges contrôlés par le Groupe. Une opération conjointe peut être réalisée à travers d'une entité distincte ou non ;
- les partenariats qualifiés de coentreprises seront consolidés selon la méthode de la mise en équivalence du fait qu'elles donnent uniquement un droit sur l'actif net de l'entité.

Le Groupe analyse actuellement ses accords conjoints au regard d'IFRS 11, afin de déterminer s'ils doivent être classés en opérations conjointes ou en coentreprises. Toutefois, la contribution de ces entités aux principaux agrégats financiers du Groupe n'étant pas significative, l'impact de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés devrait être limité.

Les normes sur la consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12) seront d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013, sous réserve de leur adoption par l'Union européenne. Suite au vote de l'Accounting Regulatory Committee (ARC) le 1er juin 2012, l'application de ces nouvelles normes sur la consolidation en Europe pourrait être reportée au 1er janvier 2014.

2.2. Evaluations spécifiques utilisées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés

- **Estimation de la charge fiscale**

La charge d'impôt est déterminée en appliquant le taux effectif moyen projeté d'impôt pour l'ensemble de l'exercice au résultat avant impôt pour la période intermédiaire. Les ajustements nécessaires sont effectués lorsque des événements spécifiques sont survenus sur le semestre.

- **Engagements de retraite et avantages assimilés**

La provision nette sur engagements de retraite et avantages assimilés est calculée à la date de clôture des comptes sur la base des dernières évaluations disponibles à la date de clôture de l'exercice précédent. Une revue des hypothèses actuarielles a été réalisée pour les principaux pays contributifs (Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, Suisse et zone euro) afin de tenir compte des évolutions éventuelles du semestre ou d'impacts ponctuels. La valeur de marché des actifs de couverture est revue à la date de clôture.

Note 3. Périètre de consolidation

Transmashholding

Le 27 mai 2011, Alstom a finalisé son accord de partenariat avec Transmashholding ("TMH"), le principal constructeur ferroviaire russe, en acquérant une participation de 25% (plus une action) dans la société The Breakers Investments B.V. qui détient 100% de Transmashholding. La transaction a été conclue après obtention par Alstom de l'accord des autorités russes compétentes.

La participation d'Alstom dans la société The Breakers Investments B.V. est un investissement dans une entreprise associée. Elle est en conséquence comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence.

Lors du transfert des titres, Alstom a effectué, au cours de l'exercice clos au 31 mars 2012, un premier versement de \$ 75 millions (€ 54 millions) aux actionnaires cessionnaires. Le solde du prix a été calculé en fonction d'une formule convenue entre les deux parties sur la base des résultats opérationnels de TMH sur 4 ans (2008-2011) et a été payé en octobre 2012 pour un montant de \$ 347 millions (€ 268 millions). Au 30 septembre 2012, la part non encore payée du prix d'acquisition a été comptabilisée en dette financière.

En application de la norme IAS 28, le Groupe a valorisé sa quote-part dans les actifs acquis et les passifs repris à la juste valeur à la date d'acquisition. L'évaluation des actifs acquis et des passifs repris a été finalisée le 27 mai 2012. L'écart d'acquisition, ainsi déterminé, est présenté dans la valeur des titres mis en équivalence.

Note 4. Informations sectorielles

4.1 Informations par secteur opérationnel

Pour le semestre clos au 30 septembre 2012

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Grid	Transport	Corporate & autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	4 287	856	1 881	2 773	-	(49)	9 748
Eliminations intersecteurs	(29)	-	(18)	(2)	-	49	-
Total chiffre d'affaires	4 258	856	1 863	2 771	-	-	9 748
Résultat opérationnel	451	49	113	147	(57)	-	703
Résultat d'exploitation	444	24	48	147	(72)	-	591
Produits (charges) financiers							(113)
Impôt sur les bénéfices							(94)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence							29
Résultat net							413
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(103)	(57)	(43)	(63)	(24)	-	(290)
Dotation aux amortissements dans le résultat d'exploitation	115	19	86	59	23	-	302

Pour le semestre clos au 30 septembre 2011

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Grid	Transport	Corporate & autres	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires	4 071	1 048	1 863	2 462	-	(55)	9 389
Eliminations intersecteurs	(24)	(11)	(19)	(1)	-	55	-
Total chiffre d'affaires	4 047	1 037	1 844	2 461	-	-	9 389
Résultat opérationnel	372	76	107	123	(51)	-	627
Résultat d'exploitation	371	76	36	92	(58)	-	517
Produits (charges) financiers							(74)
Impôt sur les bénéfices							(90)
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence							15
Résultat net							368
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(115)	(70)	(50)	(75)	(18)	-	(328)
Dotation aux amortissements dans le résultat d'exploitation	107	16	103	65	19	-	310

Au 30 septembre 2012

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Grid	Transport	Corporate & autres	Elimina- tions	Total
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	11 719	2 898	5 167	6 239	1 577	-	27 600
Impôts différés (actif)							1 597
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite							8
Actifs financiers							2 088
Total de l'actif							31 293
Passifs sectoriels ⁽²⁾	9 645	1 773	2 965	4 629	1 009	-	20 021
Impôts différés (passif)							253
Provisions pour engagements de retraite							1 611
Dettes financières							4 959
Total capitaux propres							4 449
Total des capitaux propres et passif							31 293
Capitaux employés ⁽³⁾	2 074	1 125	2 202	1 610	568	-	7 579

(1) Les actifs sectoriels se composent de la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception de ceux directement associés à la dette financière et aux engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels.

(2) Les passifs sectoriels se composent des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

Au 31 mars 2012

(en millions d'€)	Thermal Power	Renewable Power	Grid	Transport	Corporate & autres	Elimina- tions	Total
Actifs sectoriels ⁽¹⁾	11 570	2 674	5 197	5 778	1 814	-	27 033
Impôts différés (actif)							1 472
Excédents des actifs de couverture des engagements de retraite							12
Actifs financiers							2 530
Total de l'actif							31 047
Passifs sectoriels ⁽²⁾	9 500	1 630	3 058	4 375	1 435	-	19 998
Impôts différés (passif)							176
Provisions pour engagements de retraite							1 417
Dettes financières							5 022
Total capitaux propres							4 434
Total des capitaux propres et passif							31 047
Capitaux employés ⁽³⁾	2 070	1 044	2 139	1 403	379	-	7 035

(1) Les actifs sectoriels se composent de la somme des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation, des autres actifs non courants (à l'exception de ceux directement associés à la dette financière et aux engagements de retraite), des stocks, des contrats de construction en cours actifs, des clients et comptes rattachés et des autres actifs opérationnels.

(2) Les passifs sectoriels se composent des provisions courantes et non courantes, des contrats de construction en cours passifs, des fournisseurs et comptes rattachés et des autres passifs courants.

(3) Les capitaux employés correspondent à la différence entre les actifs sectoriels et les passifs sectoriels.

4.2 Informations par zone géographique

Chiffres d'affaires par pays de destination

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Europe de l'Ouest	3 492	3 430
<i>dont France</i>	<i>1 155</i>	<i>1 030</i>
Europe de l'Est	864	684
Amérique du Nord	1 183	1 178
<i>dont Etats-Unis</i>	<i>734</i>	<i>748</i>
Amérique du Sud & centrale	707	903
Asie / Pacifique	2 027	1 919
Moyen-Orient et Afrique	1 475	1 275
Total Groupe	9 748	9 389

Note 5. Frais de recherche et développement

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Frais de recherche et développement	(351)	(306)
Coûts de développement capitalisés au cours de la période (voir Note 10.2)	(104)	(129)
Dotation aux amortissements des coûts de développement capitalisés (voir Note 10.2)	42	42
Dotation aux amortissements de la technologie acquise (voir Note 10.2)	47	39
Total des dépenses de recherche et développement	(366)	(354)

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2012, le groupe a investi € 366 millions en recherche et développement afin de développer des nouvelles technologies et d'améliorer sa gamme de produits.

Ces programmes de recherche et développement concernent, principalement :

- l'amélioration constante des équipements de turbines à gaz et le développement de la technologie de capture du CO₂,
- l'accroissement, pour le Secteur Transport, de l'avance technologique de sa gamme de produits (train régional Coradia Polyvalent™, tramway compact),
- le développement des turbines Haliade pour le marché de l'éolien offshore,
- le développement des technologies Super Grid et Smart Grid.

Note 6. Autres produits et autres charges

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Plus-values sur cessions d'activités	4	2
Autres	-	3
Autres produits	4	5
Moins-values sur cessions d'activités	(3)	(3)
Charges de restructuration	(29)	(38)
Charges générées exclusivement dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(43)	(65)
Autres	(41)	(9)
Autres charges	(116)	(115)
Autres produits (autres charges)	(112)	(110)

Les charges générées exclusivement dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspondent à la charge d'amortissement des marges acquises dans le cadre de l'acquisition de Grid.

Les autres produits et autres charges s'expliquent principalement par des éléments liés aux engagements de retraite et autres avantages au personnel, par d'importantes charges liées à des procédures judiciaires n'entrant pas dans le cours normal des affaires et par des dépréciations non récurrentes d'actifs.

Note 7. Résultat financier

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Produit d'intérêts financiers	16	22
Gain de change net	-	5
Autres produits financiers	4	5
Produits financiers	20	32
Charge d'intérêts financiers	(100)	(84)
Charge nette sur engagements de retraite et avantages assimilés	(13)	(3)
Perte de change nette	(4)	-
Autres charges financières	(16)	(19)
Charges financières	(133)	(106)
Résultat financier	(113)	(74)

Les produits d'intérêts de € 16 millions proviennent de la rémunération des positions de trésorerie du Groupe sur la période.

La charge d'intérêts de € (100) millions représente le coût de la dette financière brute du Groupe.

Les autres charges financières de € (16) millions incluent notamment des honoraires et commissions d'engagement sur cautions, prêts syndiqués et autres facilités de crédit pour € (8) millions (€ (7) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2011).

Note 8. Impôt sur les bénéfices

Sur la base d'un taux effectif projeté de 20% pour l'ensemble de l'exercice (20% pour le semestre clos le 30 septembre 2011), la charge d'impôt du semestre clos le 30 septembre 2012 s'élève à € (94) millions (€ (90) millions pour le semestre clos le 30 septembre 2011).

Note 9. Résultat par action

9.1 Résultat

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	403	363
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère utilisé pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action	403	363

9.2 Nombre d'actions

	Semestre clos le	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	294 693 719	294 517 386
Effet des instruments dilutifs autres que les obligations remboursables en actions :	-	-
- Options de souscription d'actions et actions gratuites conditionnelles (1) (plans LTI)	2 651 994	2 409 718
- Actions gratuites (plans Alstom Sharing)	225 727	230 089
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	297 571 440	297 157 193

(1) Seules les options de souscription d'actions attribuées par les plans 7 et 8 ont été prises en compte pour le calcul du résultat dilué par action, les plans 9, 10, 12, 13 et 14 ayant un effet relatif au 30 septembre 2012.

9.3 Résultat par action

(en €)	Semestre clos le	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011
- Résultat de base	1,37	1,23
- Résultat dilué	1,35	1,22

Note 10. Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles est revue au minimum une fois par an et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. De tels événements ou circonstances sont liés à des changements significatifs défavorables présentant un caractère durable et affectant soit l'environnement économique, soit les hypothèses ou objectifs retenus à la date d'acquisition. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable des actifs testés devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

10.1 Ecarts d'acquisition

(en millions d'€)	Au 31 mars 2012	Acquisitions et ajustements sur les écarts d'acquisition préliminaires	Cessions	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2012
Thermal Power	3 208	-	-	7	3 215
Renewable Power	489	-	-	-	489
Transport	661	29	-	2	692
Grid	1 125	-	-	1	1 126
Ecarts d'acquisition	5 483	29	-	10	5 522
<i>dont :</i>					
Valeur brute	5 483	29	-	10	5 522
Dépréciation	-	-	-	-	-

Le test de dépréciation au 31 mars 2012 confortait l'opinion du Groupe selon laquelle les écarts d'acquisition n'avaient subi aucune perte de valeur. Au 30 septembre 2012, le Groupe estime que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition au 31 mars 2012 n'ont pas connu d'évolutions telles qu'il serait nécessaire de procéder à un test de dépréciation au 30 septembre 2012.

10.2 Immobilisations incorporelles

(en millions d'€)	Au 31 mars 2012	Acquisitions / Cessions / Amortissements	Actifs des entités acquises	Ecart de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2012
Coûts de développement capitalisés	1 686	104	-	4	1 794
Technologie acquise	1 422	-	-	-	1 422
Autres immobilisations incorporelles	697	13	19	2	731
Valeur brute	3 805	117	19	6	3 947
Coûts de développement capitalisés	(657)	(42)	-	(2)	(701)
Technologie acquise	(748)	(47)	-	-	(795)
Autres immobilisations incorporelles	(479)	(53)	-	(1)	(533)
Amortissements/dépréciations	(1 884)	(142)	-	(3)	(2 029)
Coûts de développement capitalisés	1 029	62	-	2	1 093
Technologie acquise	674	(47)	-	-	627
Autres immobilisations incorporelles	218	(40)	19	1	198
Valeur nette	1 921	(25)	19	3	1 918

La technologie et les contrats de licence reconnus lors de l'affectation du prix d'acquisition d'ABB ALSTOM POWER en 1999 et 2000 et lors de l'affectation du prix d'acquisition des activités Grid en 2010 constituent l'essentiel du montant brut présenté en technologie acquise.

Le test de dépréciation au 31 mars 2012 confortait l'opinion du Groupe selon laquelle les immobilisations incorporelles n'avaient pas subi de perte de valeur. Au 30 septembre 2012, le Groupe estime que les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles au 31 mars 2012 n'ont pas connu d'évolutions telles qu'il serait nécessaire de procéder à une dépréciation au 30 septembre 2012.

Note 11. Immobilisations corporelles

(en millions d'€)	Au 31 mars 2012	Acquisitions / Amortissements / Dépréciations	Cessions	Actifs des entités acquises	Ecarts de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2012
Terrains	195	-	(1)	-	-	194
Bâtiments	1 760	16	(10)	73	44	1 883
Matériel et outillage	2 842	54	(31)	11	65	2 941
Constructions en cours	334	54	(1)	-	(55)	332
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	584	28	(21)	-	(5)	586
Valeur brute	5 715	152	(64)	84	49	5 936
Terrains	(9)	-	(1)	-	-	(10)
Bâtiments	(673)	(37)	9	-	(7)	(708)
Matériel et outillage	(1 798)	(93)	25	-	(14)	(1 880)
Constructions en cours	-	-	-	-	-	-
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	(383)	(27)	18	-	(4)	(396)
Amortissements / Dépréciations	(2 863)	(157)	51	-	(25)	(2 994)
Terrains	186	-	(2)	-	-	184
Bâtiments	1 087	(21)	(1)	73	37	1 175
Matériel et outillage	1 044	(39)	(6)	11	51	1 061
Constructions en cours	334	54	(1)	-	(55)	332
Petit outillage, matériel, mobilier de bureau	201	1	(3)	-	(9)	190
Valeur nette	2 852	(5)	(13)	84	24	2 942

Note 12. Participations dans les sociétés mises en équivalence et autres titres de participation

12.1 Participations dans les sociétés mises en équivalence

Informations financières sur les participations dans les sociétés mises en équivalence

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012	Au 30 septembre 2012 % intérêt
The Breakers Investments B.V. (Transmashholding) (*)	364	307	25,0%
Shanghai Lingang Transformers	14	17	50,0%
Shanghai Alstom Transportation Company (SATCO)	12	12	40,0%
Cerrey - Babcock & Wilcox de Mexico	19	19	25,0%
Alstom Atomenergomash	11	13	49,0%
Autres	13	9	-
Total des participations dans les sociétés mises en équivalence	433	377	

(*) voir note 3.

Variation au cours de la période

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2012	Exercice clos le 31 mars 2012
Solde d'ouverture	377	43
Quote-part des résultats nets des sociétés mises en équivalence	29	28
Dividendes	(15)	(1)
Acquisitions	42	276
Ecart de conversion et autres variations	-	31
Solde de clôture	433	377

12.2 Titres non consolidés

Informations financières sur les titres non consolidés

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012	Au 30 septembre 2012
			% intérêt
Bright Source Energy ⁽¹⁾	79	97	17,8%
NTL (Translohr) ⁽²⁾	25	-	51,0%
Autres ⁽³⁾	69	57	
Total	173	154	

(1) Brightsource est une société localisée aux Etats-Unis et spécialisée dans l'énergie solaire.

(2) NTL a été acquise le 28 septembre 2012. L'analyse du traitement comptable a été finalisée et sera traduite dans les états financiers clos au 31 mars 2013.

(3) Aucun de ces actifs disponibles à la vente n'a individuellement une valeur nette supérieure à € 10 millions.

Variation au cours de la période

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2012	Exercice clos le 31 mars 2012
Solde d'ouverture	154	164
Variations de juste valeur ^(*)	(22)	(13)
Acquisitions	31	16
Ecart de conversion et autres variations	10	(13)
Solde de clôture	173	154

(*) Variation comptabilisée directement en capitaux propres (en autres éléments du résultat global) en gains (pertes) sur actifs financiers disponibles à la vente.

Note 13. Autres actifs non courants

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012
Actifs non courants directement associés aux passifs comptabilisés en dette financière (*)	428	426
Autres prêts et dépôts à long terme	122	119
Autres actifs non courants	550	545

(*) Ces actifs sont afférents à un contrat de location de longue durée de trains et d'équipements connexes conclu avec un exploitant de métro à Londres (voir notes 21 et 24). Ils se décomposent comme suit :

- au 30 septembre 2012, créances de € 400 millions et dépôt de € 28 millions,
- au 31 mars 2012, créances de € 400 millions et dépôt de € 26 millions.

Note 14. Stocks et en-cours

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012
Matières premières et marchandises	960	910
Travaux en cours	2 342	2 207
Produits finis	380	374
Stocks et en-cours, valeur brute	3 682	3 491
Matières premières et marchandises	(145)	(154)
Travaux en cours	(144)	(144)
Produits finis	(54)	(55)
Dépréciation	(343)	(353)
Stocks et en-cours, valeur nette	3 339	3 138

La variation nette de dépréciation des stocks et en-cours comptabilisée au compte de résultat correspond à un produit de € 14 millions au 30 septembre 2012 (€ 47 millions au 31 mars 2012).

Note 15. Contrats de construction en cours

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012	Variation
Contrats de construction en cours, actif	4 077	3 752	325
Contrats de construction en cours, passif	(9 603)	(9 508)	(95)
Contrats de construction en cours	(5 526)	(5 756)	230

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012	Variation
Cumul des coûts encourus et des profits et pertes comptabilisés sur contrats en cours	58 155	55 138	3 017
<i>Moins</i> factures émises sur contrats en cours	(60 448)	(57 463)	(2 985)
Contrats de construction en cours hors avances à la commande reçues	(2 293)	(2 325)	32
Avances à la commande reçues des clients	(3 233)	(3 431)	198
Contrats de construction en cours	(5 526)	(5 756)	230

Note 16. Autres actifs opérationnels courants

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012
Avances à la commande versées aux fournisseurs	574	515
Impôt sur les sociétés	200	192
Autres taxes	1 073	1 046
Charges constatées d'avance	396	431
Autres créances	562	443
Instruments dérivés liés aux activités opérationnelles	300	283
Réévaluation des engagements fermes en devises faisant l'objet d'une couverture	651	647
Autres actifs opérationnels courants	3 756	3 557

Note 17. Besoin en fonds de roulement

17.1 Analyse bilantielle

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012	Variation
Stocks	3 339	3 138	201
Contrats de construction en cours, actif	4 077	3 752	325
Clients et comptes rattachés	5 326	5 692	(366)
Autres actifs opérationnels courants	3 756	3 557	199
Actifs	16 498	16 139	359
Provisions non courantes	782	804	(22)
Provisions courantes	1 280	1 414	(134)
Contrats de construction en cours, passif	9 603	9 508	95
Fournisseurs et comptes rattachés	4 209	4 080	129
Autres passifs opérationnels courants	4 147	4 192	(45)
Passifs	20 021	19 998	23
Besoin en fonds de roulement	(3 523)	(3 859)	336

17.2 Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2012
Besoin en fonds de roulement en début de période	(3 859)
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'exploitation ⁽¹⁾	356
Variation du besoin en fonds de roulement liée aux investissements ⁽²⁾	(5)
Ecart de conversion et autres variations	(15)
Total de la variation du besoin en fonds de roulement	336
Besoin en fonds de roulement en fin de période	(3 523)

(1) Élément présenté dans la variation nette de trésorerie liée à l'exploitation dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

(2) Élément présenté dans la variation nette de trésorerie liée aux investissements dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

Note 18. Capitaux propres

Au 30 septembre 2012, le capital social d'ALSTOM s'élevait à € 2 063 935 727 et se composait de 294 847 961 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de € 7. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours du semestre s'élevait à 294 693 719 après prise en compte de l'effet dilutif des obligations remboursables en actions et à 297 571 440 après prise en compte de l'effet de l'ensemble des instruments dilutifs.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2012, 48 obligations remboursables en actions (ORA) ont été remboursées par émission de 3 actions d'une valeur nominale de € 7 par action. Les 81 346 obligations remboursables en actions et non encore remboursées au 30 septembre 2012 sont représentatives de 5 109 actions à émettre.

L'assemblée générale d'ALSTOM du 26 juin 2012 a décidé de distribuer des dividendes pour un montant total de € 236 millions, soit € 0,8 par action existante.

Note 19. Provisions

(en millions d'€)	Au 31 mars 2012	Dotations	Reprises	Utilisations	Ecart de conversion et autres variations	Au 30 septembre 2012
Garanties	759	124	(83)	(97)	5	708
Litiges et réclamations	655	185	(141)	(128)	1	572
Provisions courantes ⁽¹⁾	1 414	309	(224)	(225)	6	1 280
Litiges et risques fiscaux ⁽²⁾	155	18	(7)	(2)	3	167
Restructurations	231	14	(8)	(50)	2	189
Autres provisions non courantes ⁽³⁾	418	54	(25)	(24)	3	426
Provisions non courantes	804	86	(40)	(76)	8	782
Total des provisions	2 218	395	(264)	(301)	14	2 062

(1) Les provisions courantes sont relatives aux garanties, litiges et réclamations sur des contrats terminés.

(2) Litiges fiscaux : les déclarations fiscales des entités du Groupe sont soumises au contrôle des autorités fiscales dans la plupart des juridictions dans lesquelles le Groupe réalise des opérations. Les redressements qui peuvent être notifiés à l'issue de ces contrôles peuvent ensuite faire l'objet de transactions avec les autorités concernées ou d'appels auprès des tribunaux compétents. Le Groupe considère qu'il dispose de solides moyens de défense, qu'il met en œuvre toutes les procédures légales à sa disposition pour prévenir tout dénouement défavorable et qu'il a constitué toutes les provisions nécessaires pour faire face aux décaissements jugés probables sur les procédures estimées défavorables.

(3) Les autres provisions non courantes couvrent des risques sur garanties données relatives à des cessions, litiges salariés, désaccords commerciaux et obligations d'ordre environnemental. Les provisions pour risques liées à l'environnement s'élèvent à € 33 millions au 30 septembre 2012 contre € 38 millions au 31 mars 2012.

Note 20. Engagements de retraite et avantages assimilés

Provision nette

(en millions d'€)	Au 30 septembre	Au 31 mars
	2012	2012
Provision pour engagements de retraite et assimilés	(1 611)	(1 417)
Excédents des actifs de couverture	8	12
Provision nette	(1 603)	(1 405)

Variation des gains et pertes actuariels

L'évolution des gains et pertes actuariels et de l'incidence du plafonnement des actifs reconnus directement en capitaux propres est la suivante :

- une perte nette de € (190) millions au titre des gains et pertes actuariels reconnus au titre du semestre clos le 30 septembre 2012,
- une variation nulle de l'incidence du plafonnement des actifs pour le semestre clos le 30 septembre 2012.

Hypothèses (taux moyens pondérés)

(en %)	Au 30 septembre	Au 31 mars
	2012	2012
Taux d'actualisation	3,90	4,30
Taux d'augmentation des salaires	3,00	2,92
Taux de rendement attendu des placements	5,12	5,10

Les hypothèses actuarielles utilisées sont déterminées par pays et par plan. Le taux d'augmentation des salaires est déterminé par les entités opérationnelles puis revu au niveau du Groupe. Le taux de rendement attendu des placements est basé sur les prévisions des marchés à long terme et prend en compte l'allocation des actifs de couverture de chaque fonds.

Analyse de la charge sur engagements de retraite et avantages assimilés

(en millions d'€)	Semestre clos le	
	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Coût des services rendus	(39)	(42)
Régimes à cotisations définies (*)	(98)	(91)
Résultat opérationnel	(137)	(133)
Gains/(pertes) actuariels des autres avantages à long terme	-	-
Amortissement du gain /(coût) des services passés non reconnus	(1)	(1)
Réductions/liquidations de régimes	(1)	-
Autres produits (charges)	(2)	(1)
Intérêts de la dette actuarielle	(120)	(118)
Rendement attendu des actifs de couverture	107	115
Produits financiers (charges financières)	(13)	(3)
Total de la charge sur engagements de retraite et avantages assimilés	(152)	(137)

(*) Y compris les cotisations versées au titre des régimes multi-employeurs et analysés comme des régimes à cotisations définies.

Note 21. Dette financière

(en millions d'€)

Valeur inscrite au bilan	Au 30 septembre	Au 31 mars
	2012	2012
Emprunts obligataires	3 790	3 795
Autres emprunts	276	415
Options et compléments de prix sur entités acquises (*)	285	229
Instruments dérivés liés aux activités de financement	5	17
Intérêts courus	86	41
Emprunts	4 442	4 497
<i>Non courants</i>	<i>3 108</i>	<i>3 863</i>
<i>Courants</i>	<i>1 334</i>	<i>634</i>
Dettes sur contrats de location-financement	117	125
Dettes sur contrats de location de longue durée	400	400
Dettes sur contrats de location-financement	517	525
<i>Non courantes</i>	<i>473</i>	<i>477</i>
<i>Courantes</i>	<i>44</i>	<i>48</i>
Total dette financière	4 959	5 022

(*) inclut le solde du prix à payer suite à l'acquisition de TMH qui a été acquitté en octobre 2012 (voir note 3).

Le tableau suivant présente les caractéristiques principales des emprunts obligataires du Groupe :

	Valeur nominale (en millions d'€)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal	Taux d'intérêt effectif
Alstom Septembre 2014	743	23/09/2014	4,00%	3,89%
Alstom Mars 2015	60	09/03/2015	4,25%	4,47%
Alstom Octobre 2015	500	05/10/2015	2,88%	2,98%
Alstom Mars 2016	500	02/03/2016	3,87%	4,05%
Alstom Février 2017	750	01/02/2017	4,13%	4,25%
Alstom Octobre 2018	500	05/10/2018	3,63%	3,71%
Alstom Mars 2020	750	18/03/2020	4,50%	4,58%

Les dettes sur contrats de location de longue durée correspondent à des passifs afférents à un contrat de location de trains et équipements connexes (voir note 13).

Note 22. Instruments financiers et gestion des risques financiers

22.1 Instruments financiers présentés dans les états financiers

Les principaux passifs financiers du Groupe comprennent des emprunts ainsi que des dettes fournisseurs et comptes rattachés. L'objectif principal de ces passifs financiers est d'assurer le financement des activités opérationnelles.

Les prêts, les créances clients et comptes rattachés ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus par le Groupe sont générés directement par les activités opérationnelles.

Le Groupe est exposé aux risques de variations des taux de change et des taux d'intérêts, aux risques de crédit et aux risques de liquidité.

Les principales méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- lorsqu'ils ne font pas l'objet de couvertures de taux, les emprunts sont évalués à leur coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif,
- en raison de leur courte maturité, la juste valeur de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des créances clients et comptes rattachés et des dettes fournisseurs et comptes rattachés est considérée identique à leur valeur comptable,
- la juste valeur de la dette financière est déterminée sur la base de prix cotés pour les instruments négociés sur un marché ou à partir des taux en vigueur proposés au Groupe pour des instruments de même échéance.

La juste valeur des instruments de couverture représente, sur la base des taux d'intérêt et de change à la date de clôture, le montant que le Groupe devrait recevoir ou payer s'il annulait sa position à cette même date.

22.2 Gestion du risque de liquidité

Critères financiers

Au 30 septembre 2012, le Groupe a mis en place une facilité de crédit renouvelable d'un montant de € 1 350 millions, non utilisée, à échéance décembre 2016 afin d'augmenter sa liquidité. Cette facilité est soumise aux critères financiers suivants, basés sur des données consolidées :

Critères financiers	Couverture minimale des frais financiers (a)	Endettement total maximal (en millions d'€) (b)	Ratio maximal d'endettement net total (c)
	3	5 000	3,6

(a) Rapport de l'EBITDA (l'EBITDA correspond au résultat d'exploitation majoré des dépréciations et amortissements des actifs immobilisés) à la charge d'intérêts nette (à l'exclusion des intérêts relatifs aux dettes sur contrats de location-financement). Il s'élève à 11,5 au 30 septembre 2012 (12,5 au 31 mars 2012).

(b) L'endettement total maximal est égal à l'encours des emprunts, c'est-à-dire le total de la dette financière moins les dettes sur contrats de location-financement. Ce critère a cessé de s'appliquer depuis que le Groupe est noté « Investment Grade ».

(c) Rapport de l'endettement net (c'est-à-dire le total des emprunts moins les valeurs mobilières de placement et la trésorerie ou les équivalents de trésorerie) sur l'EBITDA. Le ratio d'endettement net au 30 septembre 2012 est de 1,5 (1,4 au 31 mars 2012).

22.3 Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de par ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Note 23. Autres passifs opérationnels courants

(en millions d'€)	Au 30 septembre 2012	Au 31 mars 2012
Dettes de personnel	991	1 069
Impôt sur les sociétés	86	116
Autres taxes	698	643
Produits constatés d'avance	281	98
Autres dettes	1 474	1 371
Instruments dérivés liés aux activités opérationnelles	358	642
Réévaluation des engagements fermes en devises faisant l'objet de couverture	259	253
Autres passifs opérationnels courants	4 147	4 192

Note 24. Passifs éventuels et contentieux

24.1 Passifs éventuels

Obligations commerciales

Les obligations contractuelles du Groupe envers ses clients peuvent faire l'objet de garanties délivrées par des banques ou des sociétés d'assurance. Ces garanties peuvent couvrir aussi bien des passifs déjà inscrits au bilan que des passifs éventuels.

Au 30 septembre 2012, le Groupe dispose, d'une part, d'une ligne syndiquée et confirmée de cautions et garanties de € 8,3 milliards jusqu'au 27 juillet 2013 et, d'autre part, de lignes bilatérales non confirmées dans de nombreux pays pour un montant total de € 19,9 milliards.

Au 30 septembre 2012, l'encours total des garanties sur contrats délivrées par les banques et les sociétés d'assurance s'élève à € 15,7 milliards contre € 15,9 milliards au 31 mars 2012.

L'encours de cautions disponible au titre de la ligne syndiquée s'élève à € 1,6 milliards au 30 septembre 2012 (contre € 1,4 milliards au 31 mars 2012). L'encours de cautions disponible au titre des lignes bilatérales s'élève à € 10,3 milliards au 30 septembre 2012.

Financement des ventes

Le Groupe a délivré, jusqu'en 2003, des garanties à des institutions financières ayant accordé des financements à des clients du Groupe, acheteurs d'équipements ferroviaires.

Au 30 septembre 2012, l'en-cours des garanties octroyées au titre du financement des ventes s'élève à € 271 millions.

Ce montant comprend :

- un en-cours de \$ 63 millions au titre de garanties relatives à des équipements vendus à un opérateur ferroviaire aux Etats-Unis (soit une contre-valeur de € 49 millions au 30 septembre 2012 et € 47 millions au 31 mars 2012),
- un en-cours de £ 177 millions (soit une contre-valeur de € 222 millions au 30 septembre 2012 et € 212 millions au 31 mars 2012) au titre de garanties données dans le cadre d'une location de longue durée d'équipements exploités par London Underground Limited (Northern Line). Si la société exploitante, London Underground Limited, décide de ne pas poursuivre le contrat de location au-delà de 2017 et de restituer les trains, le Groupe a garanti aux bailleurs une valeur de reprise minimale des rames et équipements connexes en 2017 de £ 177 millions, nette du paiement de £ 15 millions exigible de la société exploitante en cas de non-extension du contrat. Cet engagement de £ 177 millions fait partie de la dette de € 400 millions sur contrats de location à long terme (voir note 21).

24.2 Contentieux

Contentieux dans le cadre des activités courantes du Groupe

Dans le cadre de son activité courante, le Groupe est engagé dans plusieurs contentieux, principalement liés à des contrats. Ces procédures, qui concernent souvent des demandes d'indemnisation pour retard d'exécution ou pour des travaux complémentaires, sont fréquentes dans les domaines d'activité du Groupe, particulièrement pour des projets à long terme importants. Dans certains cas, les montants au titre de ces procédures contentieuses, qui peuvent être significatifs, sont réclamés au Groupe, et dans d'autres cas, au Groupe solidairement avec ses partenaires dans le cadre de consortiums.

Certaines actions judiciaires engagées contre le Groupe ne font pas l'objet d'une demande d'indemnisation chiffrée au début de la procédure. Les montants retenus au titre de ces litiges sont pris en compte dans l'estimation de la marge à terminaison en cas de contrats en cours ou inclus dans les provisions et les autres passifs courants en cas de contrats terminés, lorsqu'ils sont jugés correspondre à une estimation fiable de passifs probables. Les coûts effectivement engagés peuvent excéder le montant des provisions du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

Autres contentieux

- **Amiante**

En France, certaines des filiales du Groupe font l'objet de procédures civiles relatives à l'utilisation de l'amiante. Ces procédures sont engagées par certains de leurs employés ou anciens employés ayant contracté une maladie professionnelle liée à l'amiante, en vue d'obtenir une décision leur permettant de recevoir une indemnisation complémentaire de la part des caisses de Sécurité Sociale.

Aux États-Unis, des filiales du Groupe font également l'objet de procédures judiciaires relatives à l'amiante. Le Groupe considère qu'en la matière, il dispose de solides arguments de défense et le nombre des procédures en cours est en diminution.

Le Groupe estime qu'en France et aux États-Unis, les cas où il aurait à supporter les conséquences financières de telles procédures ne constituent pas un risque significatif. Bien que l'issue de l'ensemble des affaires en cours liées à l'amiante ne puisse être prévue avec une certitude raisonnable, le Groupe considère que celles-ci n'auront pas d'effets défavorables significatifs sur sa situation financière. Cependant, le Groupe ne peut pas assurer que le nombre d'affaires liées à l'amiante ou que des cas nouveaux n'auront pas d'effets défavorables significatifs sur sa situation financière.

- **Allégations de pratiques anti-concurrentielles**

Equipements GIS

En avril 2006, à la suite d'investigations commencées en 2004, la Commission européenne a engagé une procédure contre Alstom, ainsi que contre un certain nombre d'autres sociétés, sur le fondement d'allégations de pratiques anti-concurrentielles concernant la vente d'appareillages de commutation à isolation gazeuse (« équipements GIS ») produits par l'ancien Secteur Transmission & Distribution d'Alstom cédé à Areva en janvier 2004.

Le 24 janvier 2007, la Commission européenne a condamné Alstom à verser une amende de € 65 millions, dont € 53 millions conjointement et solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Alstom a déposé une requête en annulation de cette décision devant le Tribunal de l'Union

européenne. Le 3 mars 2011, celui-ci a réduit le montant de l'amende infligée à Alstom à € 58,5 millions, dont € 48,1 millions solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Le 20 mai 2011, Alstom a fait un pourvoi en vue de l'annulation de cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne. Cette dernière ne devrait pas rendre sa décision finale avant début 2013.

A la suite de la décision de la Commission européenne du 24 janvier 2007 visée ci-dessus, National Grid a entamé le 17 novembre 2008 une action civile devant la Cour de Londres (High Court of Justice) aux fins d'obtention de dommages et intérêts contre les constructeurs européens d'équipements GIS, dont Alstom et certaines de ses filiales. National Grid prétend avoir subi un préjudice global de la part de l'ensemble des constructeurs concernés d'un montant total de £ 249,3 millions, du fait qu'il a payé des équipements GIS à des prix trop élevés compte tenu de supposées ententes anticoncurrentielles. Alstom conteste le dossier au fond. La Cour de Londres a décidé le 12 juin 2009 qu'elle ne se prononcerait pas sur le fond du dossier avant l'épuisement des recours devant les juridictions européennes contre la décision du 24 janvier 2007. Deux autres actions civiles similaires introduites en mai et septembre 2010 devant des juridictions nationales pour un montant global de € 24 millions sont en cours.

Transformateurs de puissance

Le 20 novembre 2008, la Commission européenne a envoyé une communication de griefs à un certain nombre de fabricants de transformateurs électriques, dont Alstom, portant sur des allégations de pratiques anti-concurrentielles. Alstom a contesté la matérialité des faits allégués. Le 7 octobre 2009, Alstom a été condamné par la Commission européenne à payer une amende de € 16,5 millions, dont € 13,5 millions conjointement et solidairement avec Areva T&D (Alstom Grid). Alstom a déposé un recours en annulation de cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne le 21 décembre 2009. Les audiences ont eu lieu le 9 juillet 2012 et la décision devrait intervenir dans un délai d'un an.

- **Allégations de paiements illicites**

Certaines sociétés du Groupe et/ou certains employés du Groupe (actuels ou anciens) ont fait l'objet ou font actuellement l'objet d'enquêtes par des autorités judiciaires ou des banques de développement concernant des allégations de paiement illicites dans certains pays. Ces enquêtes peuvent se traduire par des amendes infligées au Groupe, l'exclusion de filiales du Groupe des procédures de marchés publics et des actions civiles.

En France, le 6 octobre 2010, une filiale du Groupe du Secteur Hydro avait été mise en examen pour allégations de paiements illicites concernant des opérations anciennes en Zambie. Le juge d'instruction avait suivi le réquisitoire définitif du Ministère Public en rendant une ordonnance de non-lieu le 7 juin 2011, ce qui mit fin à l'instruction pénale en France. Par ailleurs la Banque Mondiale a sanctionné Alstom pour avoir effectué en 2002 un paiement irrégulier de € 110 000 concernant un projet de réhabilitation du secteur de l'électricité en Zambie, projet financé par la Banque Mondiale. Dans le cadre d'un accord de règlement négocié avec Alstom, la Banque Mondiale a annoncé le 22 février 2012 l'exclusion d'ALSTOM Hydro France et ALSTOM Network Schweiz AG (Suisse) ainsi que leurs filiales des procédures de marchés publics financées par la Banque Mondiale, pour une période de 3 ans pouvant être réduite à 21 mois sous certaines conditions qu'Alstom a l'intention de respecter. De plus, le Groupe a également payé à titre de restitution un montant de \$ 9,5 millions. Ces exclusions sont applicables par les autres banques multilatérales de développement, conformément à leur accord de reconnaissance mutuelle des exclusions du 9 avril 2010.

Le Ministère Public de la Confédération Suisse a clos le 22 novembre 2011 l'enquête ouverte depuis octobre 2007 pour déterminer si le Groupe Alstom et certaines de ses filiales n'avaient pas contrevenu aux règles prohibant le paiement d'agents publics étrangers pour obtenir illégalement des contrats. A l'issue de cette enquête approfondie, le Ministère Public de la Confédération a conclu à l'absence de tout système de corruption ou de toute caisse noire qui auraient pu être utilisés pour la corruption d'agents publics dans le but d'obtenir illégalement des contrats, et a seulement fixé une amende de CHF 2,5 millions pour négligence dans trois cas isolés de paiements inappropriés, à laquelle s'est ajouté un montant de CHF 36,4 millions correspondant à l'estimation des bénéfices relatifs à ces commandes. Alstom a également payé à titre de réparation CHF 1 million au Comité International de la Croix Rouge (ICRC). Par ailleurs le Ministère Public de la Confédération a renoncé à toutes autres poursuites contre le Groupe Alstom et ses filiales, ce qui a mis fin à cette enquête.

- **Litige aux Etats-Unis à la suite d'un accident dans le métro de Washington D.C.**

Le 22 juin 2009, une collision entre deux rames du métro de Washington D.C. a eu pour conséquence la mort de 9 personnes et 52 blessés. Les réclamations à l'encontre d'Alstom Signaling Inc. représentaient initialement un montant d'environ \$ 475 millions. Le rapport du National Transportation Safety Board sur l'origine de cet accident met partiellement en cause du matériel fourni par Alstom Signaling Inc. A ce jour, 120 réclamations ont été enregistrées. Les 29 affaires les plus importantes font l'objet de procès. Sur ces 29 affaires, 18 ont fait l'objet d'un règlement pour un montant à la charge d'Alstom d'environ \$ 8,4 millions et une est en cours de règlement par voie d'accord transactionnel. Les audiences relatives aux affaires restantes sont prévues pour novembre 2012 ou juin 2013 en fonction des cas. Les montants réclamés dans le cadre de ces 11 affaires s'élèvent au total à environ \$ 156 millions. Les cas restants sont en cours de règlement par mode alternatif de règlement des conflits, 84 ayant été clos par voie d'accords transactionnels. Ces réclamations ont été déclarées aux assureurs du Groupe et Alstom estime qu'il dispose d'une couverture d'assurance adéquate.

Note 25. Parties liées

Le Groupe a identifié les parties liées suivantes:

- Les actionnaires du Groupe
- Les participations dans les sociétés associées et coentreprises
- Les principaux dirigeants

25.1 Actionnaires du Groupe

Bouygues, société française cotée à la Bourse de Paris, est le principal actionnaire du Groupe détenant plus de 5% du capital de la société mère. Au 30 septembre 2012, Bouygues détient 30,7 % du capital.

25.2 Informations relatives aux parties liées

(en millions d'€)	Semestre clos le 30 septembre 2012		Au 30 septembre 2012	
	Produit	Charges	Créances	Dettes
Groupe Bouygues (*)	5	1	2	2
Coentreprises	45	-	22	1
Entités associées	1	-	2	-

(*) Ces données concernent l'exercice du 1 janvier 2011 au 31 décembre 2011 et le bilan au 31 décembre 2011

Note 26. Événements postérieurs à la clôture

Alstom SA (« la Société ») a réalisé, le 4 octobre 2012, une augmentation de capital de € 350 millions par un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels. 13 133 208 actions ont été créées et souscrites pour une valeur unitaire de € 26,65. Suite à cette augmentation de capital, Bouygues a notifié la Société qu'il détenait 29,4% du capital d'Alstom et des droits de vote à la date du 4 octobre 2012.

Le 4 octobre 2012, dans le cadre de son programme Euro Medium Term Note coté au Luxembourg, la Société a procédé à l'émission d'un nouvel emprunt obligataire pour un montant de € 350 millions. Il donne lieu à un coupon annuel de 2,25% et arrivera à échéance en octobre 2017.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Mazars

61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2012

Aux actionnaires

ALSTOM

3, avenue André Malraux
92300 LEVALLOIS-PERRET

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ALSTOM relatifs à la période du 1^{er} avril 2012 au 30 septembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration dans un contexte économique et financier difficile décrit dans le rapport semestriel d'activité. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 7 novembre 2012

Les Commissaires aux comptes

Mazars

PricewaterhouseCoopers Audit

Thierry Colin

Olivier Lotz

Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés d'ALSTOM (ci-après la « Société ») pour le semestre écoulé de l'exercice 2012/13 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 7 novembre 2012

Patrick Kron
Président-Directeur Général